

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
وزارة التعليم العالي والبحث العلمي  
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
جامعة محمد بوضياف - المسيلة  
UNIVERSITE MOHAMED BOUDIAF - M'SILA

FACULTE DES SCIENCES

DEPARTEMENT DES SCIENCES  
AGRONOMIQUES

N° : 22/DSA/VCDPGR/2024



DOMAINE : SCIENCES DE LA NATURE  
ET DE LA VIE

FILIERE : SCIENCES AGRONOMIQUES

OPTION : PRODUCTION ET NUTRITION  
ANIMALE

Mémoire présenté pour l'obtention  
du diplôme de Master Académique

Par : **ARIBI Ghanniya**

Intitulé

**L'influence des aides de l'État sur l'élevage bovin laitier dans  
la wilaya de M'sila.**

Soutenu devant le jury composé de :

<b>M. MIMOUN.K</b>	Université Mohamed BOUDIAF - M'SILA	Président
<b>M. GUERMAH.H</b>	Université Mohamed BOUDIAF - M'SILA	Rapporteur
<b>M. DEBECHE.E</b>	Université Mohamed BOUDIAF - M'SILA	Examineur

**Année universitaire: 2023/2024**

## Remerciements

بسم الله الرحمن الرحيم  
والحمد لله رب العالمين  
والصلاة والسلام على رسول الله محمد صلى الله عليه وسلم

*Je tiens à exprimer mes sincères remerciements à mes enseignants, M. GUERMAH Hocine, pour sa supervision précieuse de ce travail, à M. MIMOUN Karim, pour avoir accepté de présider le jury de soutenance, et à M. DEBECHE El Houes, pour avoir accepté d'examiner ce travail*

*Je souhaite également exprimer ma profonde reconnaissance à toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce travail. Un grand merci pour leurs précieux conseils et leur soutien constant*

*Je remercie particulièrement mes proches, qui ont été mes véritables soutiens dans cette vie. À ma famille, pour son amour incommensurable, sa confiance et son respect sans faille. Vous avez toujours cru en moi et avez été là à chaque étape de mon parcours*

*Enfin, je dédie ces mots à tous ceux qui m'ont montré, par leurs actes, l'importance de l'honnêteté, du respect et de la solidarité. Que Dieu bénisse chacun d'entre vous*

*Merci...*

## **DEDICACE**

*Je dédie ce travail à ceux qui ont toujours été mes piliers de soutien et d'inspiration. À ma mère, pour son amour incommensurable, sa patience infinie et son soutien sans faille tout au long de mon parcours. À ma grand-mère, dont la sagesse et les conseils précieux m'ont guidé à chaque étape de ma vie. À mon frère, pour sa présence constante, ses encouragements et sa force tranquille qui m'ont permis de traverser les moments les plus difficiles.*

*Enfin, à tous les étudiants, partout dans le monde, qui, par leur soif de connaissance et leur détermination, contribuent à l'avancement du savoir et à la construction d'un avenir meilleur. Que ce travail soit une source d'inspiration pour chacun d'entre vous.*

*\*Mes salutations, Ghanníya\**

## ملخص

يعد تربية الأبقار الحلوب أمرا أساسيا للاقتصاد الجزائري والأمن الغذائي. وبإدراكه لأهميته، قام الدولة الجزائرية بوضع آليات تمويل لدعم المربين وتحديث مزارعهم.

تركز هذه الدراسة على تحليل تأثير دعم الدولة على تطوير تربية الأبقار الحلوب في ولاية المسيلة. من خلال دراسة أجريت على 50 مزرعة موزعة في مختلف مناطق الولاية، تم جمع بيانات مفصلة تتعلق بممارسات المربين، وإدارة المزارع، وأداء الأبقار الحلوب، وتأثيرات آليات التمويل.

تظهر النتائج أن التمويل قد ساهم بشكل كبير في تحديث البنية التحتية ودمج مربيين جدد في القطاع. ومع ذلك، لا تزال هناك تحديات، مثل نقص التدريب للمربين، وتعقيد الإجراءات الإدارية للحصول على التمويل، وهامشية السلالات المحلية، مما يؤثر القلق بشأن الحفاظ على التنوع البيولوجي.

لضمان تنمية مستدامة وتعظيم تأثير التمويل، من الضروري تعزيز مهارات المربين من خلال تدريب مناسب، وتبسيط الإجراءات الإدارية، ودعم الوصول إلى الموارد الزراعية، وتعزيز تربية السلالات المحلية. كما أن التنسيق الفعال بين المؤسسات المالية والسلطات المحلية والمربين أمر ضروري لضمان استدامة وفعالية القطاع.

**الكلمات المفتاحية:** التربية، الأبقار الحلوب، التأثير، ولاية المسيلة، التمويل، التدريب، التحديث، التنمية الزراعية، المزارع.

## Résumé

L'élevage de bovins laitiers est essentiel pour l'économie algérienne et la sécurité alimentaire. Conscient de son importance, l'État algérien a mis en place des dispositifs de financement pour soutenir les éleveurs et moderniser leurs exploitations.

Cette étude se concentre sur l'analyse de l'influence de l'aide de l'État sur le développement de l'élevage laitier dans la wilaya de M'sila. À travers une enquête menée auprès de 50 exploitations réparties dans différentes régions, en utilisant des questionnaires, des données détaillées concernant les pratiques des éleveurs, la gestion des exploitations, les performances des vaches laitières et les effets des dispositifs de financement.

Les résultats montrent que le financement a contribué de manière significative à la modernisation des infrastructures et à l'intégration de nouveaux éleveurs dans le secteur. Toutefois, des défis subsistent, notamment le manque de formation des éleveurs, la complexité administrative des démarches de financement et la marginalisation des races locales, ce qui soulève des inquiétudes concernant la préservation de la biodiversité.

Pour garantir un développement durable et maximiser l'impact des financements, il est essentiel de renforcer les compétences des éleveurs à travers des formations adaptées, de simplifier les procédures administratives, de soutenir l'accès aux ressources agricoles, et de promouvoir l'élevage des races locales. Une coordination efficace entre les institutions financières, les autorités locales et les éleveurs est indispensable pour assurer la pérennité et la compétitivité du secteur.

**Mots-clés:** L'élevage, les bovins laitiers, l'influence, la wilaya de M'sila, le financement, la formation, la modernisation, le développement agricole, les exploitations.

## **Abstract**

Dairy cattle farming is essential for the Algerian economy and food security. Aware of its importance, the Algerian government has established financing mechanisms to support farmers and modernize their farms.

This study focuses on analyzing the influence of state assistance on the development of dairy cattle farming in the wilaya of M'sila. Through a survey conducted on 50 farms distributed across different regions, detailed data were collected regarding farmers' practices, farm management, dairy cattle performance, and the effects of financing mechanisms.

The results show that financing has significantly contributed to modernizing infrastructures and integrating new farmers into the sector. However, challenges remain, including the lack of training for farmers, the complexity of administrative procedures for obtaining financing, and the marginalization of local breeds, raising concerns about the preservation of biodiversity.

To ensure sustainable development and maximize the impact of financing, it is essential to strengthen farmers' skills through appropriate training, simplify administrative procedures, support access to agricultural resources, and promote the breeding of local breeds. Effective coordination between financial institutions, local authorities, and farmers is necessary to ensure the sustainability and competitiveness of the sector.

**Keywords:** Farming, dairy cattle, influence, wilaya of M'sila, financing, training, modernization, agricultural development, farms.

## Liste des tableaux

<b>Tableau 1:</b> Évolution de la production laitière en Algérie entre 2017 et 2021.....	2
<b>Tableau 2:</b> Évolution de la collecte de lait en Algérie entre 2017 et 2021.....	3
<b>Tableau 3:</b> Évolution des différentes primes accordées à la filière lait entre 1995 et 2022 .....	4
<b>Tableau 4:</b> Évolution de l'effectif du cheptel bovin national en Algérie entre 2015 et 2020 .....	6
<b>Tableau 5:</b> Évolution de l'effectif des vaches laitières en Algérie entre 2012 et 2015.....	7
<b>Tableau 6:</b> Le financement dans le cadre des modes mixte et triangulaire avec l'ANSEJ.....	12
<b>Tableau 7:</b> Financement mixte dans le cas NESDA ex ANADE .....	12
<b>Tableau 8:</b> Structure de financement triangulaire dans le cas NESDA ex ANADE .....	12
<b>Tableau 9:</b> Structure de financement triangulaire par le CNAC .....	16
<b>Tableau 10:</b> Évolution des effectifs de bovins à M'sila entre 2017 et 2023.....	20
<b>Tableau 11:</b> Distribution des éleveurs selon les tranches d'âge .....	23
<b>Tableau 12:</b> Distribution des éleveurs interrogés en fonction de leur niveau d'éducation dans la région étudiée .....	23
<b>Tableau 13:</b> Nombre d'éleveurs pratiquant l'élevage de bovins laitiers avant le financement.....	24
<b>Tableau 14:</b> Nature de l'activité de l'éleveur .....	25
<b>Tableau 15:</b> Avis des éleveurs sur l'importance de la "culture fourragère".....	26
<b>Tableau 16:</b> Évolution de la surface agricole utilisée avant et après financement dans les exploitations sondées .....	27
<b>Tableau 17:</b> Répartition des exploitations selon les races de bovins avant le financement .....	27
<b>Tableau 18:</b> Répartition des exploitations selon les races de bovins après le financement .....	28
<b>Tableau 19:</b> Effectif des bovins avant et après financement .....	28
<b>Tableau 20:</b> Effectif des vaches laitières avant et après financement .....	29
<b>Tableau 21:</b> Ressources d'eau avant et après le financement .....	29
<b>Tableau 22:</b> Problèmes alimentaires avant et après le financement .....	29
<b>Tableau 23:</b> La fourniture de la ration pour les vaches laitières en fonction du stade de lactation avant et après le financement .....	30
<b>Tableau 24:</b> Distribution de concentré avant et après financement .....	30
<b>Tableau 25:</b> L'état des bâtiments d'élevage avant et après financement .....	31
<b>Tableau 26:</b> Présence de salle de traite avant et après financement .....	32
<b>Tableau 27:</b> Le mode de reproduction avant et après financement .....	32
<b>Tableau 28:</b> Critères pour choisir le taureau avant et après le financement.....	32
<b>Tableau 29:</b> L'âge de la première saillie avant et après financement .....	33
<b>Tableau 30 :</b> Âge de sevrage des veaux avant et après financement .....	33
<b>Tableau 31:</b> Présence du vétérinaire dans l'exploitation avant et après financement .....	34

<b>Tableau 32:</b> Durée de lactation des vaches laitières avant et après financement .....	34
<b>Tableau 33:</b> Production laitière quotidienne dans les exploitations étudiées .....	35
<b>Tableau 34:</b> Évolution de la fixation de la clientèle avant et après le financement .....	36
<b>Tableau 35 :</b> Changement du prix du lait avant et après le financement .....	36
<b>Tableau 36:</b> Renouvellement de la litière avant et après financement.....	37
<b>Tableau 37:</b> Les dispositif finances CNAC et NESDA.....	38
<b>Tableau 38 :</b> Année de financement des éleveurs par CNAC et NESDA .....	38

## Liste des figures

<b>Figure 1:</b> Évolution des effectifs de vaches laitières en Algérie entre 2016 et 2021 .....	7
<b>Figure 2:</b> Localisation des exploitations visitées .....	19
<b>Figure 3:</b> Évolution de la production laitière bovine à M'sila (2013-2023) .....	21
<b>Figure 4:</b> Répartition des éleveurs selon leur formation agricole .....	25
<b>Figure 5:</b> Main-d'œuvre avant et après Finance dans les fermes visitées .....	26
<b>Figure 6:</b> Les conditions de stockage des aliments .....	37
<b>Figure 7:</b> Pourcentage d'éleveurs ayant reçu une fiche d'identification .....	38
<b>Figure 8:</b> Le cout d'investissement par CNAC et NESDA .....	39
<b>Figure 9:</b> Délai de CSVF par Dispositif CNAC et NESDA .....	40
<b>Figure 10:</b> Le mode des financement des exploitations étudiées .....	40
<b>Figure 11:</b> Extension des Exploitations Élevage Après Financement .....	41
<b>Figure 12:</b> Difficultés rencontrées avant le financement .....	42
<b>Figure 13:</b> Réponses des éleveurs sur la rentabilité du financement .....	42
<b>Figure 14:</b> La rapidité de dépôt d'un fichier auprès de la CNAC et de l'ANADE .....	43
<b>Figure 15:</b> Le suivi des projets par CNAC et NESDA .....	44

## Liste des photos

<b>Photo 1</b> : La race Montbéliarde et la race Holstein .....	56
<b>Photo 2</b> : Bâtiment d'élevage .....	56
<b>Photo 3</b> : La machines à traire .....	56
<b>Photo 4</b> : La cuve .....	56

## **Liste des abréviations**

**ANADE** : Agence Nationale d'Appui et de Développement de l'Entrepreneuriat.

**ANGEM** : Agence Nationale de Gestion du Micro-Crédit.

**ANSEJ** : Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes.

**BADR** : Banque de l'Agriculture et du Développement Rural.

**°C** : Degré Celsius.

**CNAC** : Caisse Nationale d'Assurance Chômage.

**CSVF** : Comité de Sélection, de Validation et de Financement.

**DA** : Dinar Algérien.

**DIJ** : Dispositif d'Insertion des Jeunes.

**DSA** : Direction des Services Agricoles.

**FAO** : Food and Agriculture Organization.

**GIP LAIT** : Groupe Industriel de Production Laitière.

**IA** : Insémination Artificielle.

**ITELV** : Institut Technique de l'Élevage.

**J** : Jour.

**Kg** : Kilogramme.

**MADR** : Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural.

**mm** : Millimètre.

**NESDA** : National Agency for the Support and Development of Entrepreneurship.

**ONM** : Office National de la Météorologie.

**PEJ** : Programme pour l'Emploi des Jeunes.

**SAU** : Surface Agricole Utile.

**UHT** : Ultra Haute Température.

**%** : Pourcentage.

# Sommaire

**Remerciement**

**Dédicace**

**Résumé en arabe**

**Résumé en français**

**Résumé en anglais**

**Liste des tableaux**

**Liste des figures**

**Liste des photos**

**Liste des abréviations**

**Sommaire**

**Introduction** ..... 1

**Partie bibliographique**

**CHAPITRE I : La production laitière en Algérie**

1. Définition de la filière lait	2
1.1.La production	2
1.1.1. Les zones de production laitière	2
1.2.La collecte	3
1.3.La transformation	3
1.4.La consommation	3
2. L'élevage bovin en Algérie	5
2.1.Les races bovines en Algérie	5
2.1.1. Les race locale (BLL)	5
2.1.2. Les races améliorées ou mixtes (BLA)	5
2.1.3. Les races hautes productrices (BLM)	5
2.2.Les systèmes d'élevage bovin en Algérie	5
2.2.1. Système dit "Extensif"	5
2.2.2. Système dit "Semi-Intensif"	6
2.2.3. Système dit "Intensif"	6
2.3.Évolution du cheptel Bovin en Algérie	6
3. Les contraintes de l'élevage bovin en Algérie	8
3.1.L'alimentation et l'eau d'irrigation	8
3.2.Le climat	8
3.3.Manque de SAU à cultiver	8

3.4. Qualification des éleveurs .....	9
3.5. L'état sanitaire des animaux .....	9
3.6. La politique agricole et marginalisation du secteur privé .....	9
3.7. Politique du prix du lait à la consommation .....	9

## **CHAPITRE II : Les efforts de l'État pour encourager la production laitière**

1. La problématique de la disponibilité du lait en Algérie .....	10
2. Les dispositifs d'aide de l'État pour le développement de l'élevage bovin laitier .....	10
2.1. Le dispositif ANSEJ et NESDA .....	10
2.1.1. Présentation générale .....	10
2.1.2. Les objectifs du dispositif NESDA .....	11
2.1.3. Critères d'éligibilité .....	11
2.1.4. Les démarches liées à la mise en place du soutien/accompagnement .....	11
2.1.5. Modes de financement .....	11
a. Cas ANSEJ .....	11
b. Cas NESDA ex ANADE .....	12
2.1.6. Durée du prêt bancaire .....	13
2.2. Le dispositif ANGEM .....	13
2.2.1. Présentation générale .....	13
2.2.2. Critères d'éligibilité .....	13
2.2.3. Les démarches liées à la mise en place du soutien/accompagnement .....	13
2.2.4. Les modes de financement .....	14
2.2.5. Durée du prêt bancaire .....	14
2.3. Le dispositif CNAC .....	15
2.3.1. Présentation générale .....	15
2.3.2. Les missions de la CNAC .....	15
2.3.3. L'objectif de la CNAC .....	15
2.3.4. Les critères d'éligibilité .....	15
2.3.5. Les démarches liées à la mise en place du soutien/accompagnement .....	15
2.3.6. Les modes de financement .....	16
2.3.7. Durée du prêt bancaire .....	17
2.4. Banque BADR .....	17
2.4.1. Présentation générale .....	17
2.4.2. Les activités de la BADR .....	17
2.4.3. Les objectifs de la BADR .....	18

### **Partie pratique**

## **CHAPITRE III : Matériels et méthodes**

1. Région d'étude .....	19
1.1.Situation géographique .....	19
1.1.1. Environnement et agriculture .....	19
1.1.2. Caractéristiques climatiques de la wilaya de M'sila .....	20
1.2.Production animale de la wilaya de M'sila .....	20
1.2.1. Évolution du cheptel bovin dans la wilaya de M'sila .....	20
1.2.2. Évolution de la production laitière Bovine .....	21
2. Matériels et méthodes .....	21
2.1.Objectif de l'étude .....	21
2.2.Méthodologie de Travail .....	21
2.2.1. Enquête .....	21
2.2.2. Analyse statistique des données .....	22

## **Chapitre IV : Résultats et discussion**

1. Données sur l'éleveur .....	23
1.1.Age des éleveurs .....	23
1.2.Niveau scolaire .....	23
1.3.Pratique de l'élevage de bovins avant le financement .....	24
1.4.Formation agricole dans le cadre des dispositifs CNAC et ANAD .....	24
1.5.Nature de l'activité .....	25
2. Données sur l'exploitation .....	25
2.1.Main d'œuvre .....	25
2.2.Culture fourragère .....	26
2.3.Superficie de l'exploitation utilisée .....	27
2.4.Mécanisation .....	27
2.5.Production animal .....	27
2.5.1. Les races de bovins élevées .....	27
2.5.2. Les effectifs des troupeaux laitiers .....	28
2.6.Alimentation et ressource d'eau .....	29
2.6.1. Ressources en eau .....	29
2.6.2. Ressources alimentaire .....	29
2.6.3. Ration aux vache laitière .....	30
2.6.4. Le concentré (quantité/ vache/ jour) .....	30
2.7.Batiment d'élevage .....	31
2.7.1. Salle de traite .....	32

2.8.Reproduction .....	32
2.8.1. Le mode de reproduction .....	32
2.8.2. Critères de sélection du taureau avant et après le financement .....	32
2.8.3. L'âge des génisses à la première saillie et au premier vêlage, avant et après l'obtention du financement .....	33
2.8.4. L'age des veaux au sevrage .....	33
2.9.Le vétérinaire .....	34
2.10.    Production laitière .....	34
2.10.1. Les clients .....	35
2.10.2. Le prix de lait .....	36
2.11.    Hygiène et prophylaxie .....	36
2.11.1. Conditions de stockage des aliments .....	36
2.11.2. Renouvellement de la litière .....	37
3. Données sur financement .....	37
3.1.Les dispositifs financés .....	37
3.2. Année de financement .....	38
3.3.Fiche d'identification .....	38
3.4.Le cout d'investissement .....	39
3.5.Comité de sélection et de validation des financements (CSVF) .....	39
3.6.Le mode de financement .....	40
3.7.Extension des exploitations élevage .....	41
3.8.Difficultés avant de financement .....	41
3.9.Rentabilité du financement .....	42
3.10.    Le dépôt de dossier .....	42
3.11.    Le remboursement .....	43
3.12.    Le suivi de projet .....	43

## **Conclusion**

## **Références bibliographiques**

## **Annexes**

---

# *Introduction*

---

La situation des élevages bovins laitiers en Algérie est marquée par leur localisation majoritairement dans des zones semi-arides, souvent affectées par la sécheresse pendant une grande partie de l'année (Yozmane et al., 2017). Par ailleurs, on observe une forte disparité entre les petites exploitations familiales et les grandes fermes industrielles, ce qui entraîne des écarts significatifs en termes de performance (Adda, 2020).

Cependant, la filière lait reste l'une des plus complexes du secteur agricole, en raison du nombre élevé d'intervenants et des multiples contraintes qu'elle rencontre. Pour améliorer cette situation, l'État algérien finance ces initiatives via le Fonds National de Développement de l'Investissement Agricole (FNDIA), avec pour objectif à la fois de renforcer la production de lait cru et d'améliorer les conditions des éleveurs (KEJAT et al., 2022).

Ce mémoire vise à analyser l'influence des dispositifs de financement étatiques, notamment la CNAC, l'ANGEM, le NESDA et la BADR, sur le développement de l'élevage bovin laitier dans la wilaya de M'sila. Il est donc essentiel d'examiner dans quelle mesure ces dispositifs contribuent effectivement au développement de ce secteur stratégique.

Pour aborder le sujet et répondre aux problématiques soulevées, un plan de recherche structuré a été élaboré comme suit :

Après l'introduction, le travail s'articule autour de deux parties principales :

• **Partie bibliographique :**

- Chapitre 1 : Présentation de la production laitière en Algérie, avec un accent particulier sur la wilaya de M'sila et ses contraintes.
- Chapitre 2 : Analyse des dispositifs étatiques mis en œuvre pour soutenir et développer cette activité.

• **Partie pratique :**

- Chapitre 3 : Description de la méthodologie adoptée pour mener cette étude.
- Chapitre 4 : Analyse des résultats de l'enquête de terrain et discussion des principaux enseignements.

• **Conclusion**

---

*Partie*  
*bibliographique*

---

# *Chapitre I*

---

## *La production laitière en Algérie*

---

## **1. Définition de la filière lait**

La filière lait en Algérie regroupe toutes les étapes liées à la production, la collecte, la transformation et la distribution des produits laitiers. Elle fait intervenir divers acteurs, tels que les éleveurs de bovins, les industriels, les distributeurs, ainsi que les autorités publiques (ONIL, 2016). Ce secteur couvre l'ensemble du processus, depuis la production de lait cru à la ferme jusqu'à sa consommation finale, en passant par la transformation industrielle et la distribution commerciale. Ainsi, en Algérie, cette filière repose sur quatre composantes principales : la production, la collecte, la transformation et la consommation (Denna, 2021).

### **1.1.La production**

La production laitière occupe une place stratégique dans la politique agricole de l'Algérie (Houichiti, 2018).

Représentant le segment le plus important de ce secteur, elle joue un rôle essentiel en assurant l'approvisionnement en protéines animales, particulièrement crucial face à une croissance démographique rapide. En outre, cette filière contribue à la création d'emplois et à la génération de richesses (Ouakili et Yakhlef, 2003). Cependant, malgré les efforts considérables déployés par l'État, un déséquilibre persistant entre l'offre et la demande de lait subsiste (Mansour, 2015).

**Tableau 1:** Évolution de la production laitière en Algérie entre 2017 et 2021 (ONIL, 2022).

Année	2017	2018	2019	2020	2021
Production laitière (10 <sup>3</sup> L)	3521210	3279972	3367908	3405599	3312942

En 2023, environ 3,25 milliards de litres de lait cru ont été produits, un chiffre qui témoigne des efforts pour améliorer la production malgré les défis structurels et climatiques (AgriAlgerie.com, 2023).

L'Algérie demeure fortement tributaire de l'importation de poudre de lait pour compenser l'écart entre sa production locale et ses besoins nationaux, évalués à environ 4,5 milliards de litres par an (Algerie Eco, 2023).

#### **1.1.1. Les zones de production laitière**

L'expansion de l'élevage bovin laitier dépend de la production fourragère, étroitement liée au système agricole (Benarbia, 2014). Trois zones de production se distinguent en fonction du climat :

Zone littorale et sublittorale (climat humide) : cette zone regroupe 60 % du cheptel bovin laitier et assure 63 % de la production de lait, grâce à une production fourragère élevée.

Zone agropastorale et pastorale (climat semi-aride et aride) : elle représente 26 % de la production de lait cru, 26 % du cheptel bovin laitier et 31 % des surfaces fourragères.

Zone saharienne (climat désertique) : cette zone regroupe 14 % du cheptel bovin laitier, 11 % de la production de lait et 7,3 % des surfaces fourragères. **(Berchiche, 2020).**

### **1.2.La collecte**

La collecte du lait implique son transport des producteurs aux transformateurs à l'aide de cuves en acier inoxydable hautement isolées, garantissant la conservation de sa fraîcheur **(DSA de M'Sila, 2024).**

Elle constitue ainsi un maillon crucial entre la production et l'industrie laitière **(Lazereg et al., 2020).**

**Tableau 2:** Évolution de la collecte de lait en Algérie entre 2017 et 2021 **(ONIL, 2022).**

Année	2017	2018	2019	2020	2021
Collecte de lait (10 <sup>3</sup> L)	819236	845228	847685	819489	846330

### **1.3.La transformation**

Les installations de transformation laitière varient selon les systèmes de production, allant des fermes et ateliers artisanaux destinés aux marchés locaux jusqu'aux usines équipées de systèmes de stockage de lait refroidi **(Mansour, 2015).** Ces installations se concentrent principalement sur la production de lait pasteurisé et de lait UHT, une activité largement dépendante de matières premières importées **(Ait Amer Meziane, 2008).** Bien que le marché soit dominé par le secteur privé, le secteur public conserve une présence significative **(Mouloud, 2016).**

### **1.4.La consommation**

L'Algérie détient le titre de plus grand consommateur de lait et de produits laitiers dans la région du Maghreb. Cette forte demande s'explique par la croissance démographique, l'urbanisation rapide et l'amélioration du pouvoir d'achat, comme le souligne **Kacimi El Hassani (2013).**

La consommation de lait reçoit une attention particulière de la part des pouvoirs publics, avec une allocation budgétaire conséquente, dépassant 50 milliards de dinars par an **(ONIL, 2019).** Par ailleurs, la demande annuelle en produits laitiers est estimée à 5 millions de tonnes **(CNIS, 2020).**

**Tableau 3:** Évolution des différentes primes accordées à la filière lait entre 1995 et 2022 (Bouzida- Allane, 2023).

Programme  Primes	Programme national de réhabilitation de la production laitière (1995 – 2000)	PNDA – PNDAR – RAR (2001-2022)			
		DSA- CRMA		ONIL -Laiteries - Banque	
		2001-2004	2005-2008	2009-2015	Fin 2015-2022
Prim de production	4 DA/L	5 DA/L	7 DA/L	12 DA/L	12 DA/L
Prime sanitaire	–	–	–	–	2 DA/L***
Prime de collecte	2 DA/L	2 DA/L	4 DA/L	5 DA/L	5 DA/L
Prime de transformation	–	2 à 4 DA/L*		–	–
Prime d'intégration	–	–		4 à 6 DA/L**	4 à 6 DA/L**
Prime totale/L	6 DA/L	9 DA/L	13 DA/L	17 à 23 DA/L	17 à 25 DA/L

\* En fonction des volumes traités.

\*\* 6 DA/L dans le cas ou l'intégration = 100% lait cru (à partir de janvier 2011).

\*\*\* 2 DA/L si l'éleveur dispose d'un agrément sanitaire (à partir de novembre 2015).

En mai 2024, un nouveau système a été instauré pour intégrer le lait frais dans la production de lait partiellement écrémé (1,5 g/L MG), pasteurisé, subventionné à 25 DA/L et conditionné en sachets. Ce dispositif vise à valoriser la production nationale tout en répondant aux besoins des citoyens, à garantir la commercialisation de toutes les quantités collectées, et à maintenir le pouvoir d'achat. Il ambitionne également de relancer la filière lait, de réduire les importations de lait en poudre, et de diminuer les subventions publiques. Cette initiative, élaborée en collaboration avec le MADR, les éleveurs et les professionnels du secteur, est mise en œuvre par les filiales de Giplait à l'échelle nationale (MADR, 2024).

## **2. L'élevage bovin en Algérie**

En Algérie, l'élevage bovin occupe une place importante sur les plans économique et social. Il contribue de manière significative à l'approvisionnement alimentaire par la production de lait et de viande rouge, tout en constituant une source de revenu essentielle pour les agriculteurs (**Benghida, 2021**).

### **2.1. Les races bovins en Algérie**

D'après **Bekhouch-Guendouz (2011)**, le cheptel bovin se divise en trois catégories distinctes, dont deux sont principalement orientées vers la production laitière :

#### **2.1.1. Les race locale (BLL)**

Les races indigènes, telles que la "*Brune de l'Atlas*" dans les régions montagneuses et septentrionales de l'Algérie, se distinguent par leur capacité à s'adapter aux environnements difficiles. Elles surpassent les races importées dans leur aptitude à affronter des terrains accidentés, à s'accommoder de régimes alimentaires variés et à résister à la sous-alimentation ainsi qu'aux maladies (**Yakhlef, 1989**).

La "*Brune de l'Atlas*" se divise en quatre types : *la Guelmoise, la Cheurfa, la Sétifienne et la Chélifienne* (**Feliachi et al., 2003**). Leur production de lait est limitée, avec une moyenne de 3 à 4 L/J et une période de lactation ne dépassant pas cinq mois, principalement destinée à nourrir les veaux (**Benahmed et Boukhalfa., 2019**).

#### **2.1.2. Les races améliorées ou mixtes (BLA)**

Le terme "Bovin Local Amélioré" désigne des bovins issus de croisements entre la race Brune de l'Atlas et diverses races européennes, dans le but d'améliorer la production. Bien que ces races importées possèdent un fort potentiel génétique (**Yakhlef, 1989**), leurs performances sont inférieures à celles observées dans leurs pays d'origine (**Nadjraoui, 2001**).

#### **2.1.3. Les races hautes productrices (BLM)**

Les races bovines laitières modernes sont des races européennes introduites durant la colonisation (**Eddebarh, 1989**). Les principales races incluent la Montbéliarde, la Frisonne pie noire, la Holstein et la Brune des Alpes (**Feliachi et al., 2003**). Leur potentiel génétique est souvent sous-exploité en raison des conditions d'élevage et du manque d'encadrement (**Ferrah, 2000**).

### **2.2. Les systèmes d'élevage bovin en Algérie**

Il est possible de distinguer trois types de systèmes de production dans l'élevage bovin (**Maachou, 2019**) :

#### **2.2.1. Système dit "Extensif"**

Le bétail élevé dans les régions montagneuses, se nourrissant principalement de pâturage (Adamou et al., 2005), relève de ce système extensif bovin, qui assure environ 60 % de la production laitière totale (Yakhlef et al., 2010).

### **2.2.2. Système dit "Semi-Intensif"**

Ce système d'élevage, implanté dans les régions de piémonts de l'Est et du Centre de l'Algérie, repose sur des bovins croisés issus de races locales et importées (Adamou et al., 2005). Principalement orienté vers la production de viande, il produit également du lait destiné à la consommation familiale et, occasionnellement, à la vente locale. Les animaux, de qualité inférieure à celle des races importées, valorisent les sous-produits agricoles et exploitent des terres non cultivées, souvent en cohabitation avec des ovins et des caprins (Feliachi et al., 2003).

Ces élevages sont familiaux, généralement composés de petits troupeaux (Feliachi et al., 2003), et s'appuient sur des ressources alimentaires variées, telles que les pâturages en jachère, les parcours, les résidus de récoltes, le foin, la paille et des aliments concentrés (Adamou et al., 2005). Il est assez rare d'utiliser des soins et des produits vétérinaires (Feliachi et al., 2003).

### **2.2.3. Système dit "Intensif"**

Le système intensif se caractérise par des infrastructures d'élevage modernes, l'utilisation d'aliments de haute qualité et de produits vétérinaires. Les animaux dépendent peu des ressources naturelles. Ce système est principalement associé à des races améliorées telles que la Frisonne Française, le Pie Noir, la Montbéliarde, l'Holstein et la Simmental, et est localisé principalement dans les zones côtières. Cet élevage laitier implique des troupeaux relativement petits (Nedjraoui, 2001).

## **2.3.Évolution du cheptel Bovin en Algérie**

Depuis l'indépendance, le nombre de bovins en Algérie n'a cessé d'augmenter, notamment grâce à l'importation de génisses pleines (Makhlouf, 2015).

Entre 1965 et 1992, les cheptels bovins en Algérie ont connu une croissance notable, passant de 800 900 à 1 342 000 têtes. Durant la même période, le nombre de vaches laitières a également fortement progressé, augmentant de 437 300 à 772 100 têtes, selon Amellal (1995).

Entre 2000 et 2012, le cheptel bovin a progressé de 15,57 %, passant de 1,595 million de têtes en 2000 à 1,843 million de têtes en 2012, comme l'indique (Benarbia, 2014).

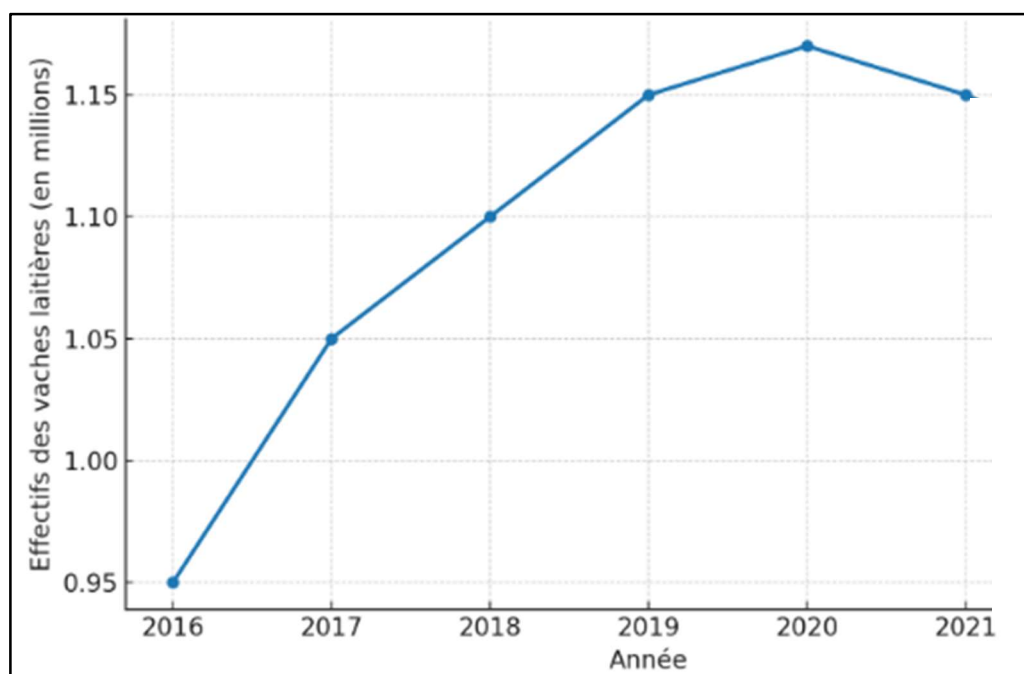
**Tableau 4:** Évolution de l'effectif du cheptel bovin national en Algérie entre 2015 et 2020 (FAO STAT, 2020).

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Effectif bovin en Algérie (têtes)	2 149 549	2 081 306	1 895 126	1 816 280	1 786 351	1 740 183

L'effectif du cheptel bovin était de 1 732 964 têtes en 2021, marquant une diminution par rapport aux années précédentes (ONS, 2022).

**Tableau 5:** Évolution de l'effectif des vaches laitières en Algérie entre 2012 et 2015 (ITELV, 2016).

Années	Vache laitière (tête)			Génisses + 12 mois
	BLM	BLA+BLL	TOTAL	
2012	267 139	698 958	966 097	220 627
2013	293 856	714 719	1 008 575	226 907
2014	328 901	743 611	1 072 512	246 758
2015	239 776	675 624	915 400	212 323



**Figure 1:** Évolution des effectifs de vaches laitières en Algérie entre 2016 et 2021 (ONS, 2022).

Les variations du cheptel bovin sont principalement dues à la disponibilité en fourrage, qui dépend des précipitations annuelles, car les cultures fourragères sont largement tributaires de l'eau de pluie. Les maladies, telles que la fièvre aphteuse et la brucellose, ont également influencé ces fluctuations, malgré les efforts des autorités pour les prévenir, comme le rapportent **(Lalaouine et Takherist, 2017)**.

### **3. Les contraintes de l'élevage bovin en Algérie**

L'élevage bovin laitier en Algérie fait face à plusieurs défis qui freinent son développement, tels que des problèmes environnementaux, un accès limité au matériel génétique et des politiques gouvernementales restrictives depuis l'indépendance **(Mouffok, 2007)**.

#### **3.1.L'alimentation et l'eau d'irrigation**

En Algérie, l'alimentation du bétail constitue un défi majeur en raison de la dépendance aux importations **(Chehema et al., 2002)**. Le ravitaillement combine les ressources naturelles, comme la steppe, et les sources artificielles, principalement au printemps **(Hamadache, 2001)**, avec une prédominance de foin secs et de concentrés au détriment des fourrages verts. Les contraintes environnementales, comme la concurrence pour l'eau et le sol, limitent la production laitière dans les zones densément peuplées **(Benfrid, 1993)**. Les éleveurs, souvent mal soutenus, utilisent des ressources locales insuffisantes et recourent à des concentrés coûteux **(Srairi, 2008; Bouzebda et al., 2007)**. Face aux défis liés à la rareté des précipitations estivales et au manque d'eau pour l'agriculture, des barrages ont été construits pour mieux gérer les ressources hydriques **(Damagnez, 1971; Djebbara, 2008; Srairi et al., 2007)**.

#### **3.2.Le climat**

Les pays du Maghreb, soumis à des sécheresses et à des températures estivales dépassant souvent 34°C, voient leur production laitière et leurs performances d'élevage affectées par le stress thermique, particulièrement chez les vaches à haute productivité **(Senoussi, 2008; Srairi, 2008)**. Ce stress impacte davantage la fertilité lorsque les fluctuations climatiques sont quotidiennes plutôt que stables **(Gwazdauskas, 1985)**, les vaches étant plus sensibles à la chaleur que les génisses **(Thatcher et Collier, 1986)**.

#### **3.3.Manque de SAU à cultiver**

Le développement de l'élevage bovin laitier en Algérie est freiné par la rareté des terres agricoles, qui ne représentent que 3 % de la superficie nationale, dont la majorité est semi-aride avec des précipitations limitées **(Jouve, 1999; Soukehal, 2013)**. Les pâturages couvrent à peine 9,2 % de la SAU, réduisant la productivité animale et augmentant la dépendance aux

importations (**Benaïssa, 2010**). Dans les zones recevant moins de 600 mm de pluie, l'alimentation repose sur des espèces résistantes à la sécheresse ou des sous-produits comme la paille, limitant le potentiel génétique des animaux (**ITELV, 2000; Mouffok, 2007**).

#### **3.4. Qualification des éleveurs**

Le manque de compétence de la main-d'œuvre limite l'application des bonnes pratiques techniques, entraînant une faible productivité dans les élevages (**Senoussi, 2008; Djebbara, 2008**). Une identification précise des éleveurs est cruciale pour évaluer leurs pratiques, encourager l'adoption de techniques innovantes et optimiser la gestion du bétail (**Bensaha et Arbouche, 2013**).

#### **3.5. L'état sanitaire des animaux**

Les maladies animales, telles que les infections mammaires, parasitaires et urogénitales, représentent un obstacle majeur pour l'élevage bovin, réduisant la productivité et entraînant des pertes économiques importantes (**Landais et al., 1989**). Ces affections, comme la mammite et la brucellose, affectent la quantité et la qualité du lait, avec des risques potentiels pour la santé humaine (**FAO, 2020**).

#### **3.6. La politique agricole et marginalisation du secteur privé**

Depuis l'indépendance, les politiques gouvernementales ont joué un rôle déterminant dans la faible structuration et le développement limité de la filière laitière en Algérie. Parmi les principaux obstacles figurent la mise à l'écart du secteur privé, la fixation de prix bas pour le lait et le faible développement des infrastructures de collecte (**Benahmed et Boukhalfa, 2019**).

#### **3.7. Politique du prix du lait à la consommation**

Les prix bas fixés par l'État ont poussé les éleveurs à privilégier la production de viande, limitant ainsi l'extension de la production laitière locale, notamment en réservant les premiers mois de lactation aux veaux (**Khelili, 2012**).

## *Chapitre II*

---

### *Les efforts de l'État pour encourager la production laitière*

---

## **1. La problématique de la disponibilité du lait en Algérie**

Depuis son indépendance, l'Algérie s'est efforcée de développer une filière laitière autosuffisante. Cependant, une production locale insuffisante a longtemps obligé le pays à importer massivement des produits laitiers pour satisfaire une demande croissante (**Kouidri et al., 2018**). Malgré les efforts de diversification et les politiques de soutien, la production nationale demeure en deçà des besoins face à une population en augmentation, à l'urbanisation et à l'amélioration du pouvoir d'achat (**Benghida, 2021**). Actuellement, bien que l'Algérie importe de quoi produire 1,75 milliard de litres de lait par an, elle aspire à porter sa production locale à 4 milliards de litres (**Haddouche, 2023**). En outre, l'agriculture nationale satisfait environ 75 % des besoins alimentaires dans 27 wilayas, contribuant à renforcer la sécurité alimentaire malgré des défis persistants, notamment dans le secteur céréalier (**Haddouche, 2023**).

## **2. Les dispositifs d'aide de l'État pour le développement de l'élevage bovin laitier en Algérie.**

L'Algérie est confrontée à une grave crise économique et sociale, caractérisée par un taux de chômage élevé, en particulier parmi les jeunes, et un marché du travail en difficulté. Pour y faire face, les autorités s'appuient sur des stratégies alternatives, notamment des politiques agricoles visant à développer l'élevage et les exploitations d'engraissement aux niveaux national et régional. Ces initiatives ont pour objectif de renforcer la sécurité alimentaire et d'accroître la productivité locale, tout en appelant à la mise en place d'un système de financement optimisé, combinant soutien étatique et prêts bancaires (**Ihidoussene et Boussaid, 2018 ; Ighil Nessouk et Saad, 2018 ; Mouloud, 2016**).

### **2.1. Le dispositif ANSEJ**

#### **2.1.1. Présentation générale**

Pour lutter contre le chômage, des initiatives comme le PEJ (1987) et le DIJ (1991) ont été mises en place pour intégrer les jeunes dans l'économie via les microentreprises. L'ANSEJ, sous l'autorité du ministère du Travail, a été un acteur clé dans la promotion de l'emploi et de la sécurité sociale (**Mouloud, 2016**).

En 2023, l'ANSEJ a été renommée "National Agency for the Support and Développement of Entrepreneur-ship (NESDA)", conformément au décret exécutif n° 23-330 (**Journal officiel, 2023**). Cette réforme, finalisée en 2024, a élargi ses missions, notamment la mobilisation de fonds externes pour soutenir les jeunes entrepreneurs et améliorer la gestion des projets (**NESDA, 2024**).

### **2.1.2. Les objectifs du dispositif NESDA**

Le programme vise à :

- Créer des conditions favorables pour le lancement de microentreprises génératrices de revenus et d'emplois durables.
- Promouvoir l'esprit d'entreprise chez les jeunes.
- Réserver 20 % des marchés publics aux microentreprises pour encourager leur participation (**Messaoudene et Messaoudi, 2015**).

### **2.1.3. Critères d'éligibilité**

Pour bénéficier du dispositif NESDA, les conditions suivantes doivent être remplies :

- Être âgé de 18 à 55 ans.
- Posséder un diplôme ou une compétence professionnelle.
- Ne pas être employé lors de la soumission de la demande.
- Contribuer avec des fonds personnels, selon le type de projet (**Kejat et al., 2022**).

### **2.1.4. Les démarches liées à la mise en place du soutien/accompagnement**

- 1) Séance d'information collective : présentation des opportunités du programme.
- 2) Inscription en ligne : remplissage du formulaire de candidature, [www.nesda.dz](http://www.nesda.dz)
- 3) Constitution du dossier : soumission des documents administratifs et techniques.
- 4) Entretien avec NESDA : évaluation du projet par un accompagnateur.
- 5) Étude technique et économique : validation du financement.
- 6) Présentation devant le CSVF : approbation finale.
- 7) Demande de prêt bancaire : si le projet est validé.
- 8) Création juridique : formalisation et ouverture du compte.
- 9) Mise en œuvre : lancement de l'entreprise (**NESDA de M'sila, 2024**).

### **2.1.5. Modes de financement**

#### **a. Cas ANSEJ**

- Financement autonome : le promoteur finance 100 % du projet.
- Financement triangulaire :
  - ✓ Contribution personnelle.
  - ✓ Participation du PNR.
  - ✓ Crédit bancaire à taux préférentiel.
- Financement mixte :
  - ✓ Contribution personnelle.
  - ✓ Soutien du PNR (**Messaoudene et Messaoudi, 2015**).

**Tableau 6:** Le financement dans le cadre des modes mixte et triangulaire avec l'ANSEJ (Messaoudene et Messaoudi, 2015).

Somme engagée dans l'investissement	Financement mixte		Financement triangulaire		
	Contribution personnelle	PNR	Contribution personnelle	PNR	Crédit bancaire
Jusqu'à 5.000.000 DA	71%	29%	1%	29%	70%
De 5.000.000DA à 10.000.000 DA	72%	28%	2%	28%	70%

**b. Cas NESDA ex ANADE**

- Financement autonome : contribution totale du promoteur : 100 %.
- Financement mixte :
  - ✓ Contribution personnelle.
  - ✓ Participation du PNR (NESDA de M'sila, 2024).

**Tableau 7:** Financement mixte dans le cas NESDA ex ANADE (NESDA de M'sila, 2024)

Somme engagée dans l'investissement	Contribution personnelle	PNR
De 5.000.000DA à 10.000.000 DA	50%	50%

- Financement triangulaire :
  - ✓ Contribution personnelle.
  - ✓ Participation du PNR.

**Tableau 8:** Structure de financement triangulaire dans le cas NESDA ex ANADE (NESDA de M'sila, 2024).

		Contribution personnelle	PNR	Crédit bancaire
Cas d'un entrepreneur non chômeur affilié à l'ANADE.	Somme engagée dans l'investissement De 5.000.000DA à 10.000.000 DA	15%	15%	70%
Cas d'un entrepreneur chômeur affilié à l'ANADE.		25%	5%	70%

☒ Une réduction de 5 % est accordée au promoteur chômeur non affilié, pour un prêt bancaire avec un taux préférentiel de 100 %.

☒ Une réduction de 15 % est appliquée si l'individu est affilié et non chômeur.

#### **2.1.6. Durée du prêt bancaire**

Le prêt bancaire a une durée de remboursement de 8 ans, avec un délai de 3 ans pour le capital, et bénéficie de taux d'intérêt favorables (**Ihidoussene et Boussaid, 2018**).

### **2.2. Le dispositif ANGEM**

#### **2.2.1. Présentation générale**

Lancé en 2004, le microcrédit de l'ANGEM vise à renforcer l'autonomie économique des jeunes de 18 ans et plus, pour une durée de 8 ans. Ce programme social lutte contre le chômage et la pauvreté en encourageant l'entrepreneuriat et en soutenant les projets à travers un suivi et une formation appropriés. L'ANGEM œuvre pour stimuler l'autonomie économique, en valorisant les ressources locales et en promouvant les produits financés par le microcrédit (**ANGEM, 2024; Mouloud, 2016**).

#### **2.2.2. Critères d'éligibilité**

- Être âgé de 18 ans ou plus.
- Avoir des revenus limités ou irréguliers, voire aucun revenu.
- Avoir une adresse permanente.
- Posséder les compétences requises pour l'activité envisagée.
- Mobiliser un apport personnel correspondant à 1 % du coût total de l'activité.
- Le montant total de l'investissement varie de 100 000 DA à 1 000 000 DA (**Mouloud, 2016**).

#### **2.2.3. Les démarches liées à la mise en place du soutien/accompagnement**

Le processus de promotion d'un projet via l'ANGEM comprend plusieurs étapes :

- 1) Inscription en ligne : le chômeur remplit une fiche sur le site [www.angem.com](http://www.angem.com) avec ses informations personnelles.
- 2) Premier contact : le promoteur est contacté par la cellule d'accompagnement de sa région pour discuter de son projet.
- 3) Soumission du dossier : le promoteur soumet une demande de prêt à l'ANGEM et à la banque avec les documents nécessaires.
- 4) Présentation devant le comité de sélection : le projet est présenté devant un comité comprenant des représentants de l'ANGEM et des banques étatiques.
- 5) Étude techno-économique : une étude est réalisée pour évaluer le projet, et le dossier est envoyé à la banque pour décision.
- 6) Signature du contrat de garantie mutuelle : le promoteur signe un contrat pour la caution mutuelle de garantie.
- 7) Formalisation du dossier PNR : le dossier PNR est complété, et les promoteurs sont informés de la disponibilité des fonds.
- 8) Libération du crédit bancaire : le crédit est libéré après la soumission des documents nécessaires.
- 9) Mise en œuvre du projet : le promoteur utilise les fonds pour démarrer son projet.

Ce processus est conçu pour soutenir le lancement et la gestion des projets par les jeunes entrepreneurs (Kejat et al., 2022).

### 2.2.4. Les modes de financement

Le financement d'une microentreprise par l'ANGEM se fait sous deux formules :

- Financement pour l'acquisition de matières premières :
  - ✓ **Niveau 1** : avant 2011, l'ANGEM finançait jusqu'à 270 000 DA pour les matières premières, remboursables sur 24 mois. Ce montant a été porté à 400 000 DA jusqu'en 2020, avant de descendre à 100 000 DA avec un remboursement sur 12 mois.
  - ✓ **Niveau 2** : financement pour l'achat de matières premières ne dépassant pas 250 000 DA.
- Financement triangulaire : ce prêt combine :
  - ✓ Prêt bancaire de 70 %.
  - ✓ Prêt non rémunéré de l'ANGEM à 29 %.
  - ✓ Apport personnel de 1 % pour financer des projets de moins de 1 000 000 DA (ANGEM, 2024).

### 2.2.5. Durée du prêt bancaire

Le crédit bancaire a une durée de 8 ans, avec un délai de retard établi à 3 ans (ANGEM de M'sila, 2024).

### **2.3. Le dispositif CNAC**

#### **2.3.1. Présentation générale**

Créée en 1994 pour atténuer les effets sociaux des licenciements, la CNAC a élargi ses missions sous le ministère du travail. En 2004, elle s'est orientée vers l'aide à la création d'entreprises pour les chômeurs de 35 à 50 ans. En 2010, elle a augmenté le financement et introduit des incitations pour les prêts bancaires. Depuis 2021, elle se concentre uniquement sur l'assurance chômage, cessant de financer des projets (Kejat et al., 2022; Mouloud, 2016).

#### **2.3.2. Les missions de la CNAC**

L'organisation soutient la créativité entrepreneuriale avec un programme d'aide à la création d'entreprises, gère les risques et accompagne les entrepreneurs. Elle collabore avec les services publics de l'emploi et les autorités locales pour réintégrer les chômeurs allocataires. Elle veille à l'application des lois sur l'assurance chômage, maintient un fonds de réserve et gère les affiliations, le recouvrement et les litiges liés aux allocations (Mouloud, 2016).

#### **2.3.3. L'objectif de la CNAC**

Les objectifs de la création de la caisse étaient de protéger les emplois, garantir la sécurité des employés en cas de perte d'emploi involontaire, soutenir les entreprises en difficulté financière et protéger les travailleurs ainsi que les employeurs contre les risques économiques pouvant entraîner des conséquences sociales négatives (Mouloud, 2016).

#### **2.3.4. Les critères d'éligibilité**

- Avoir entre 30 et 50 ans.
- Être d'origine algérienne.
- Ne pas être employé ou avoir une activité rémunérée au moment de la demande.
- S'inscrire auprès des services de l'agence nationale de l'emploi ou bénéficiaire de la caisse nationale d'assurance chômage.
- Posséder une expérience professionnelle ou des compétences en lien avec le projet.
- Être capable de mobiliser des fonds suffisants pour financer le projet.
- Ne pas avoir déjà reçu d'aide pour créer une activité (Ighil nessouk et Saad, 2018).

#### **2.3.5. Les démarches liées à la mise en place du soutien/accompagnement**

Le processus de soutien des chômeurs dans leurs projets entrepreneuriaux comprend plusieurs étapes :

- 1) Préinscription en ligne : le chômeur remplit un formulaire sur le site [www.cnac.dz](http://www.cnac.dz) suit l'avancement de sa demande, prend rendez-vous et télécharge les documents nécessaires. Il reçoit une réponse par email pour suivre l'évolution de sa demande.
- 2) Dossier administratif : après validation de la préinscription, le chômeur soumet un dossier complet comprenant des pièces d'identité, une photo, un certificat de résidence, un diplôme et une déclaration sur l'honneur.
- 3) Phase de réalisation du projet :
  - ✓ **Étape 1** : mise en place du projet avec échanges entre l'accompagnateur et le promoteur pour analyser les aspects du marché, techniques et financiers du projet, et réaliser une analyse technico-économique.
  - ✓ **Étape 2** : le projet est transmis au comité de sélection pour évaluation de sa faisabilité et pertinence.
- 4) Dépôt de la demande de crédit bancaire : une fois l'accord obtenu, le chômeur dépose son dossier de demande de crédit bancaire auprès de la banque concernée.
- 5) Formation des travailleurs sans emploi : les chômeurs ayant un accord bancaire suivent une formation sur la gestion d'une microentreprise.
- 6) Élaboration du dossier de demande de prêt non rémunéré (PNR) : le dossier inclut des documents tels que l'autorisation bancaire, la preuve de l'apport personnel et diverses attestations.
- 7) Réalisation et mise en exploitation du projet : le promoteur achète les équipements nécessaires et met en place son projet (Kejat et al., 2022).

### **2.3.6. Les modes de financement**

- Autofinancement :

Le chômeur entrepreneur peut créer une microentreprise en utilisant ses propres ressources financières, ce qui lui permet de bénéficier de tous les avantages du programme, y compris l'accompagnement et les incitations fiscales (Kejat et al., 2022).

- Financement triangulaire :

Dans cette formule, le chômeur promoteur réalise un investissement personnel, reçoit un prêt non rémunéré de la CNAC et obtient un prêt bancaire avec un taux d'intérêt bonifié à 100 %.

Ce schéma est basé sur deux structures différentes :

**Tableau 9:** Structure de financement triangulaire par le CNAC (Kejat et al., 2022).

Somme engagée dans l'investissement	Contribution personnelle	PNR	Crédit bancaire
Jusqu'à 5.000.000 DA	29%	1%	70%
De 5.000.000DA à 10.000.000 DA	28%	02%	70%

### 2.3.7. Durée du prêt bancaire

Le prêt bancaire a une durée de 8 ans, avec un délai de remboursement du principal de 3 ans (Kejat et al., 2022).

## 2.4. Banque BADR

### 2.4.1. Présentation générale

La Banque d'Agriculture et de Développement Rural (BADR), fondée en 1982, soutient les agriculteurs et les éleveurs à travers divers services financiers. Elle propose notamment :

- a) Crédit ETTAHADI : ce crédit subventionné à 100 % durant les 3 premières années est destiné à financer l'achat de bétail, de matériel d'élevage et d'infrastructures. Après 3 ans, les bénéficiaires remboursent au taux du marché, avec un taux d'intérêt de 1 % jusqu'à 5 ans et 3 % jusqu'à 6 ans (Djebairia et Lamouri, 2017).
- b) Crédit R'FIG : ce prêt, destiné aux agriculteurs en élevage bovin, permet l'acquisition d'intrants et de nourriture. Il est entièrement subventionné pendant 2 ans, avec des remboursements entre 6 et 24 mois. Au-delà de 24 mois, la subvention est perdue (Djebairia et Lamouri, 2017). En 2023/2024, plus de 199 000 agriculteurs ont bénéficié de ce crédit (BADR, 2024).

La BADR dispose d'un capital de 33 milliards DA et d'un réseau de 334 agences. Elle soutient le secteur agricole et l'artisanat, conformément à la politique gouvernementale, tout en offrant des services financiers diversifiés, y compris la gestion des paiements et des crédits (Mouloud, 2016; BADR, 2024).

### 2.4.2. Les activités de la BADR

La BADR finance plusieurs secteurs, notamment l'agriculture, la pêche et le développement rural. Elle soutient aussi les programmes publics d'emploi pour les jeunes, la création d'entreprises en milieu rural, ainsi que la construction de logements ruraux. De plus,

elle apporte son assistance aux professions libérales telles que la médecine et l'architecture (Mouloud, 2016).

#### **2.4.3. Les objectifs de la BADR**

Les objectifs de la BADR incluent l'accroissement des ressources à coûts optimaux par des crédits productifs, une gestion rigoureuse des avoirs bancaires et une croissance équilibrée dans les secteurs ciblés. L'institution vise également à développer son réseau, satisfaire ses clients en offrant des biens et services adaptés, et adopter une gestion dynamique pour assurer son redressement (Mouloud, 2016).

---

# *Partie pratique*

---

# *Chapitre III*

---

## *Matériel et méthodes*

---

## 1. Région d'étude

### 1.1. Situation géographique

La wilaya de M'sila, située au cœur du nord de l'Algérie, s'étend sur 18 175 km<sup>2</sup> et abrite une population d'environ 1 029 447 habitants. Elle est limitrophe de plusieurs wilayas: Médéa, Bouira, Bordj Bou Arreridj, et Sétif au Nord, Batna à l'Est, Djelfa à l'Ouest, et Ouled Djellal au Sud (DSA de M'sila, 2024).

#### 1.1.1. Environnement et agriculture

La wilaya de M'sila se caractérise par un écosystème dominé par la steppe, qui couvre 63 % de son territoire (1 200 000 hectares). L'agriculture occupe une place prépondérante, représentant 91 % de la superficie totale, avec 277 592 hectares de terres arables (17 %), majoritairement consacrées aux céréales, à l'arboriculture et au maraîchage. Les zones irriguées couvrent 60 500 hectares (22 % des terres arables), tandis que les pâturages et les forêts représentent 83 % de la superficie agricole. Par ailleurs, 9 % de la superficie totale, soit 170 610 hectares, ne sont pas exploités pour l'agriculture (DSA de M'sila, 2024).

Ces atouts et ressources font de M'sila une wilaya à forte vocation agro-pastorale, malgré les défis posés par la sécheresse et les sols souvent pauvres.

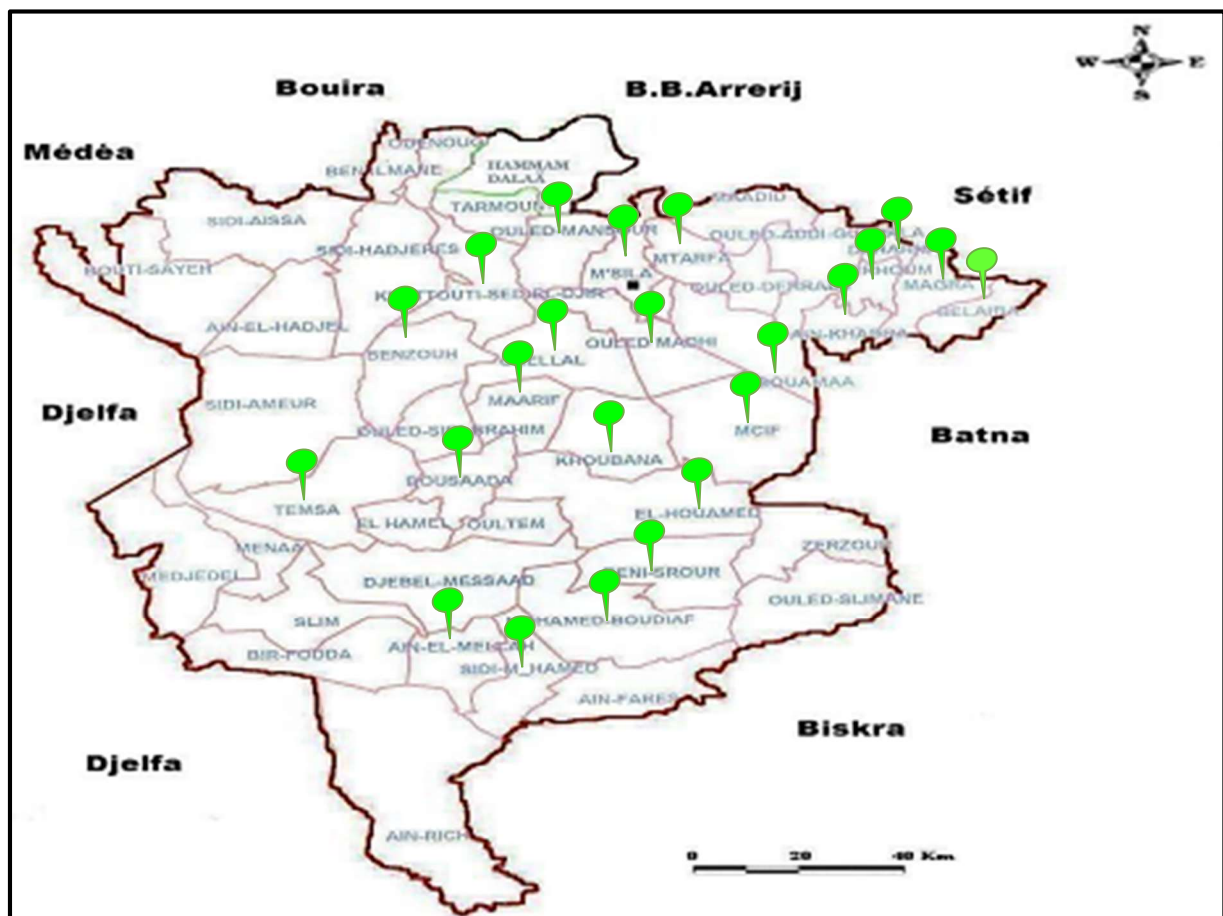


Figure 2: Localisation des exploitations visitées

### 1.1.2. Caractéristiques climatiques de la wilaya de M'sila

La wilaya de M'sila se distingue par un climat continental semi-aride influencé par les conditions sahariennes. Les étés y sont extrêmement chauds et secs, avec des températures maximales oscillant entre 37 et 39 °C en juillet et août, tandis que les hivers sont froids, avec des températures minimales souvent inférieures à 0 °C en janvier (ONM, 2022).

Les précipitations varient fortement en fonction des zones géographiques. Les régions montagneuses du nord, comme le Djebel Echouk, enregistrent environ 480 mm de pluie par an, tandis que les zones arides du sud en reçoivent moins de 200 mm. La moyenne annuelle des précipitations relevée à la station météorologique de M'sila est de 214 mm (Mihoubi et Merzougui, 2017).

En termes de températures moyennes, la wilaya affiche une valeur annuelle de 19,1 °C. Cependant, cette moyenne diminue à 15,4 °C dans les régions situées à une altitude de 1 100 mètres, reflétant clairement l'influence de l'altitude et des caractéristiques géographiques sur le climat local (Ouadeh et al., 2021).

### 1.2. Production animale dans la wilaya de M'sila

#### 1.2.1. Évolution du cheptel bovin dans la wilaya de M'sila

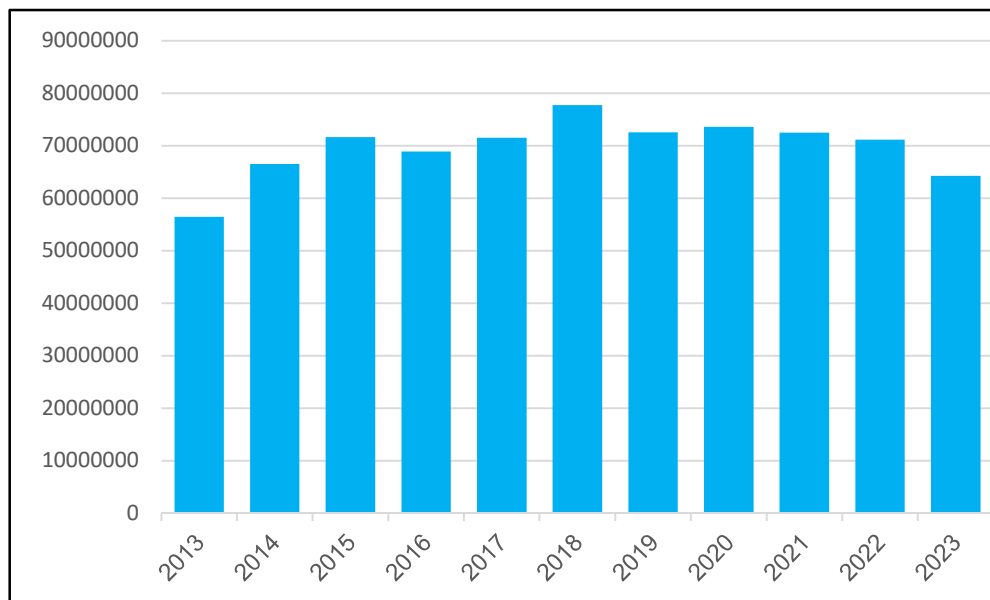
Depuis 2010, le cheptel bovin de la wilaya de M'sila a bénéficié d'interventions étatiques visant à améliorer les productions d'élevage. Cette année-là, la région comptait 26 000 têtes de bovins, dont 17 500 vaches laitières. En 2014, ces chiffres ont augmenté pour atteindre 32 700 têtes de bovins, avec 21 700 vaches laitières (DSA de M'sila, 2017).

**Tableau 10:** Évolution des effectifs de bovins à M'sila entre 2017 et 2023 (DSA de M'sila, 2024).

Année	Vaches laitières		Total vaches	Génisses	Total cheptel
	BLM	BLA+ BLL			
2017	12600	9800	22400	2320	33500
2018	13000	11200	24200	2000	34700
2019	13000	11000	24000	2100	35000
2020	12300	10700	23000	2450	34500
2021	11500	9500	21000	2200	31400
2022	11729	5710	17439	2780	30802
2023	11810	5876	17686	2808	31716

Entre 2017 et 2022, le troupeau de vaches laitières a diminué, passant de 33 500 têtes à 31 000 têtes, en raison notamment de la pandémie de COVID-19, qui a interrompu les importations et entraîné une hausse des prix des aliments pour le bétail (**DSA de M'sila, 2023**).

**1.2.2. Évolution de la production laitière bovine à M'sila**



**Figure 3:** Évolution de la production laitière bovine à M'sila (2013-2023) (**DSA de M'sila, 2024**).

**2. Matériels et méthodes**

**2.1. Objectif de l'étude**

L'objectif de cette étude est de déterminer et d'analyser l'influence des aides de l'État à travers divers dispositifs de financement (ANSEJ, CNAC, ANGEM et BADR) sur l'encouragement et le développement des exploitations de bovins laitiers.

**2.2. Méthodologie de Travail**

Notre étude se compose de deux parties principaux:

- ❖ Une enquête sur le terrain auprès des exploitations de bovins laitiers.
- ❖ Une analyse statistique des données collectées.

**2.2.1. Enquête**

Les exploitations étudiées ont été sélectionnées en fonction de la prédominance des troupeaux de bovins laitiers dans certaines zones, notamment celles bénéficiant du soutien financier de dispositifs tels que le NESDA et la CNAC. cette étude a été réalisée durant la période de 20 mars au 5 juin 2024.

L'ensemble de l'enquête était basé sur un questionnaire structuré selon trois axes principaux (voir Annexe 1), conçu pour collecter un maximum d'informations pertinentes sur l'élevage bovin laitier dans la région ciblée.

Ces discussions ont permis de recueillir des données fournies directement par les éleveurs au moment de l'enquête, ainsi que des données rétrospectives portant sur divers aspects de leurs exploitations : les races de bovins avant le financement, alimentation, reproduction, production de lait, informations financières ainsi que d'autres aspects spécifiques.

Parallèlement, l'état des bâtiments et la propreté des exploitations ont été évalués en fonction de la présence de déchets et de l'état des bovins. Des informations complémentaires ont également été recueillies par observation directe sur le terrain.

#### **2.2.2. Analyse statistique des données**

Avant de procéder à l'analyse des données, les réponses des éleveurs ont d'abord été ordonnées sur des feuilles blanches afin de faciliter leur lecture et leur traitement. Ces réponses ont ensuite été saisies dans une base de données créée au préalable sur Microsoft Excel, version 2016. Les techniques d'analyse utilisées comprennent des méthodes descriptives telles que les moyennes, les pourcentages, les diagrammes circulaires, et les graphiques. Des tableaux ont été créés lorsque cela était nécessaire.

# *Chapitre IV*

---

## *Résultats et discussion*

---

## 1. Données sur l'éleveur

### 1.1. Age des éleveurs

Ce point a été examiné et est présenté dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 11:** Distribution des éleveurs selon les tranches d'âge

Tranche d'âge des éleveurs	Nombre d'éleveurs	Pourcentage %
Moins de 30 ans	5	10%
De 30 à 40 ans	23	46%
Plus de 40 ans	22	44%
<b>Total</b>	<b>50</b>	<b>100%</b>

Les résultats de l'étude révèlent que la majorité des éleveurs de bovins laitiers se situent dans les tranches d'âge de 30 à 40 ans et de plus de 40 ans. Cela indique que l'élevage laitier est principalement pratiqué par des agriculteurs jeunes et d'âge moyen. Cette tendance est corroborée par d'autres études, qui montrent également une forte présence d'éleveurs âgés de 25 à 45 ans.

Ces résultats soulignent l'importance d'adapter les politiques de soutien et de formation pour ces groupes d'âge, afin de renforcer le secteur laitier et d'encourager la durabilité des pratiques agricoles.

### 1.2. Niveau scolaire

**Tableau 12:** Distribution des éleveurs interrogés en fonction de leur niveau d'éducation dans la région étudiée.

Niveau scolaire	Aucun	Primaire	Moyen	Secondaire	Universitaire
Nombre des éleveurs	2	12	19	14	3
Pourcentage %	4%	24%	38%	28%	6%

Les résultats révèlent que la majorité des éleveurs possèdent un niveau d'éducation moyen, ce qui peut constituer un frein à l'adoption de pratiques modernes et efficaces dans le domaine de l'élevage. Par ailleurs, la faible proportion d'éleveurs ayant atteint un niveau

universitaire souligne un besoin urgent de renforcer les politiques éducatives et les programmes de formation. Ces actions sont essentielles pour développer les compétences des éleveurs, améliorer leur capacité à relever les défis actuels liés à l'élevage laitier, accroître la productivité et garantir la durabilité du secteur dans la région.

### **1.3.Pratique de l'élevage de bovins avant le financement**

**Tableau 13:** Nombre d'éleveurs pratiquant l'élevage de bovins laitiers avant le financement.

	<b>Nombre des éleveurs</b>	<b>Pourcentage %</b>
<b>Éleveurs ayant pratiqué l'élevage de bovins laitiers avant le financement</b>	<b>28</b>	<b>59%</b>
<b>Éleveurs n'ayant pas pratiqué l'élevage de bovins laitiers avant le financement</b>	<b>22</b>	<b>41%</b>
<b>Total</b>	<b>50</b>	<b>100%</b>

Les résultats montrent que la majorité des agriculteurs interrogés (28 sur 50) disposaient déjà d'une expérience dans l'élevage de vaches laitières avant de bénéficier de financements, tandis que 41 % des éleveurs ont commencé cette activité uniquement après avoir reçu un soutien financier. Cela souligne le rôle crucial du financement dans l'intégration de nouveaux éleveurs au secteur laitier et dans le développement de cette activité.

### **1.4.Formation agricole dans le cadre des dispositifs CNAC et ANAD**

L'enquête montre que 70 % des éleveurs ont suivi une formation agricole, un point positif pour le secteur. Cependant, ce taux diffère de celui observé par **Batta et Bahlouli (2023)** dans la wilaya de M'sila, où seulement 34 % des éleveurs étaient formés. Ces écarts pourraient s'expliquer par des différences méthodologiques, la taille des échantillons ou les contextes régionaux.

Cela met en évidence l'importance d'une analyse approfondie des besoins en formation pour concevoir des programmes adaptés. Bien que la majorité des éleveurs aient accès à des formations, il reste essentiel de réduire les disparités régionales et de soutenir ceux sans formation. La modernisation de l'élevage laitier est un enjeu clé pour assurer la durabilité et la compétitivité du secteur.

Le diagramme circulaire ci-joint illustre ces résultats : 70 % des éleveurs formés contre 30 % non formés.

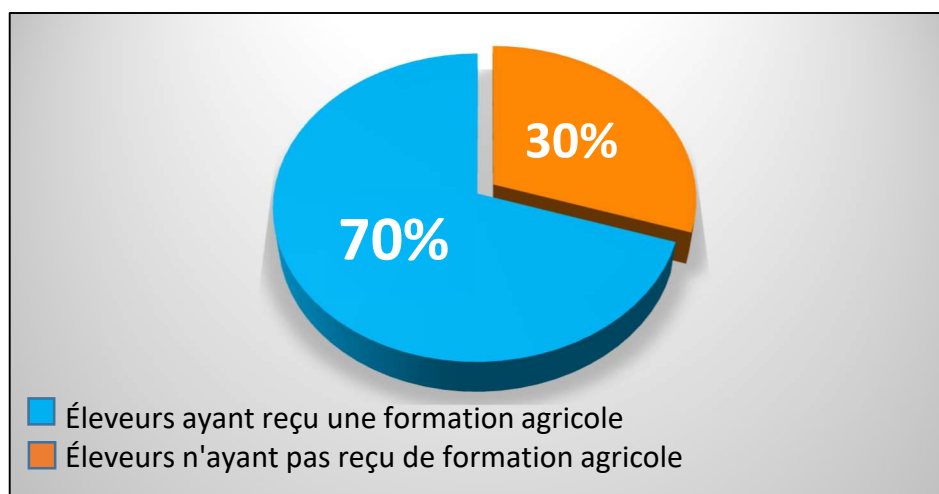


Figure 4: Répartition des éleveurs selon leur formation agricole

### 1.5. Nature de l'activité

Tableau 14: Nature de l'activité de l'éleveur

Nature de l'activité	Nombre d'éleveurs	Pourcentage (%)
Activité principale	34	68%
Activité secondaire	16	32%

Les résultats montrent que 68 % des éleveurs considèrent l'élevage de bovins laitiers comme leur activité principale, ce qui reflète sa centralité dans leur économie et son potentiel de développement. Cette orientation vers l'élevage laitier indique une stabilité et un désir d'améliorer les pratiques. En revanche, 32 % des éleveurs le considèrent comme une activité secondaire, ce qui soulève des questions sur les obstacles qu'ils rencontrent, comme le manque de ressources ou des contraintes de temps. Pour remédier à cela, il est essentiel de mettre en place des programmes de soutien, incluant des formations sur la gestion, l'optimisation des ressources et la diversification, afin d'améliorer la rentabilité et la durabilité des exploitations.

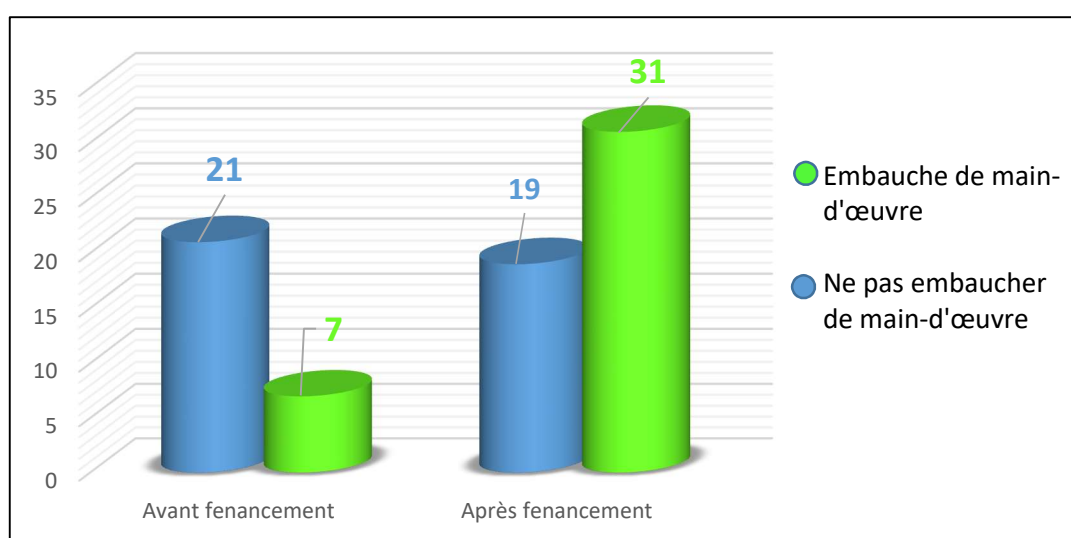
## 2. Données sur l'exploitation

### 2.1. Main d'œuvre

Les résultats concernant la main-d'œuvre dans les fermes visitées montrent un changement significatif avant et après l'obtention des financements. Avant le financement, 25 % des fermes employaient du personnel, tandis que 75 % n'en avaient pas besoin. Après le financement, 62 % des fermes ont commencé à recruter, ce qui met en évidence l'impact majeur du financement sur l'emploi et le développement des exploitations agricoles.

Cependant, des études comme celles de **Kejet et al. (2022)** et de **Batta et Bahlouli (2023)** montrent des résultats différents. **Kejet et al. (2022)** rapportent une légère augmentation du recrutement, passant de 9 % avant le financement à 20 % après, tandis que **Batta et Bahlouli (2023)** observent une diminution, de 54 % à 48 %. Ces différences peuvent être expliquées par les types d'exploitations, les mécanismes de financement et les contextes socio-économiques variés.

Ces résultats confirment que le financement joue un rôle clé dans l'augmentation de la main-d'œuvre agricole, bien que des disparités existent.



**Figure 5:** Main-d'œuvre avant et après Finance dans les fermes visitées.

## 2.2.Culture fourragère

**Tableau 15:** Avis des éleveurs sur l'importance de la "culture fourragère"

	<b>Intérêt des éleveurs pour la culture fourragère</b>	<b>Désintérêt des éleveurs pour la culture fourragère</b>
<b>Avant le financement</b>	<b>45</b>	<b>5</b>
<b>Après le financement</b>	<b>48</b>	<b>2</b>

les données montrent clairement que le financement a joué un rôle crucial dans l'augmentation de l'intérêt des éleveurs pour la culture fourragère. Cette évolution est prometteuse, car elle pourrait mener à une adoption plus large de méthodes agricoles durables, favorisant ainsi une meilleure gestion des ressources et une amélioration de la productivité. Il

est essentiel de poursuivre ces efforts de financement et d'information pour soutenir les agriculteurs et maximiser les bénéfices de la culture fourragère dans le secteur agricole.

### **2.3. Superficie de l'exploitation utilisée**

**Tableau 16:** Évolution de la Surface Agricole Utilisée Avant et Après Financement dans les Exploitations Sondées

<b>Superficie agricole utilisée</b>	<b>Avant financement</b>	<b>Après financement</b>
<b>0-5 (Ha)</b>	<b>29</b>	<b>17</b>
<b>6-11 (Ha)</b>	<b>16</b>	<b>28</b>
<b>12 et plus (Ha)</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
<b>Total</b>	<b>50</b>	<b>50</b>

Les données montrent un changement notable dans la répartition des superficies agricoles avant et après l'obtention des financements. Avant le financement, 58 % des exploitations avaient des superficies de 0 à 5 hectares, tandis qu'après le financement, cette proportion a baissé à 34 %, ce qui indique une réduction des petites exploitations. En revanche, les exploitations de 6 à 11 hectares ont considérablement augmenté, passant de 16 à 28 %, ce qui suggère que les financements ont permis aux petites exploitations de s'agrandir et de se développer vers une taille moyenne. Les grandes exploitations n'ont pas connu de variations majeures.

Ces résultats montrent que les financements jouent un rôle clé dans la restructuration des exploitations agricoles, contribuant à leur expansion et à l'amélioration de leur rentabilité. Cette évolution est bénéfique pour le développement agricole, car elle optimise l'utilisation des ressources et améliore la productivité, tout en renforçant la compétitivité et la résilience des petites exploitations.

### **2.4. Mécanisation**

Les éleveurs interrogés et financés par la CNAC et la NESDA pour le projet des bovins laitiers ont également bénéficié des cuves et des machines à traire.

### **2.5. Production animal**

#### **2.5.1. Les races de bovins élevées**

**Tableau 17:** Répartition des exploitations selon les races de bovins avant le financement

<b>Race</b>	<b>Nombre d'exploitations</b>	<b>Pourcentage %</b>
<b>Locale</b>	<b>10</b>	<b>36%</b>
<b>Importée</b>	<b>11</b>	<b>39%</b>
<b>Local + Importée</b>	<b>7</b>	<b>25%</b>
<b>Total</b>	<b>28</b>	<b>100%</b>

**Tableau 18:** Répartition des exploitations selon les races de bovins après le financement.

<b>Race</b>	<b>Nombre d'exploitations</b>	<b>Pourcentage %</b>
<b>Locale + Importée</b>	<b>1</b>	<b>2%</b>
<b>Importée</b>	<b>49</b>	<b>98%</b>
<b>Total</b>	<b>50</b>	<b>100%</b>

Les données sur la répartition des races bovines avant et après le financement révèlent une transformation notable. Avant le financement, les races importées (39 %) et locales (36 %) étaient presque équilibrées, tandis que 25 % des exploitations combinaient les deux types. Après le financement, 98 % des exploitations élèvent des races importées, seulement 2 % combinent des races locales et importées, et aucune ne se concentre sur les races locales. Cette forte préférence pour les races importées s'explique par leur productivité plus élevée et les investissements facilités par les financements.

Cependant, cette évolution soulève des inquiétudes pour la durabilité de l'élevage local et la préservation de la biodiversité. L'absence de races locales après le financement met en péril la diversité génétique et la résilience des systèmes agricoles. Il est crucial de promouvoir les races locales pour préserver cette diversité, renforcer les économies locales et garantir un équilibre entre production animale et environnement.

### **2.5.2. Les effectifs des troupeaux laitiers**

**Tableau 19:** Effectif des bovins avant et après financement

<b>Catégorie d'effectif bovins</b>	<b>1 à 7 têtes</b>	<b>8 à 14 têtes</b>	<b>15 têtes ou plus</b>	<b>Total</b>
<b>Avant financement</b>	<b>16</b>	<b>10</b>	<b>2</b>	<b>28</b>
<b>Après financement</b>	<b>8</b>	<b>27</b>	<b>15</b>	<b>50</b>

**Tableau 20:** Effectif des vaches laitières avant et après financement

<b>Catégorie d'effectif vaches laitières</b>	<b>1 à 7 têtes</b>	<b>8 à 14 têtes</b>	<b>15 têtes ou plus</b>	<b>Total</b>
<b>Avant financement</b>	<b>20</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>28</b>
<b>Après financement</b>	<b>19</b>	<b>25</b>	<b>6</b>	<b>50</b>

Les données révèlent une augmentation générale des effectifs tant pour les bovins que pour les vaches laitières après le financement. Ce financement semble avoir eu un impact positif, permettant à un plus grand nombre d'exploitations de développer leur effectif, en particulier dans les catégories des 8 à 14 têtes et 15 têtes ou plus. On observe une réduction dans les petites exploitations (1 à 7 têtes), suggérant que le financement a permis aux exploitations plus petites d'évoluer vers des tailles plus grandes. En somme, le financement a contribué à une modernisation et une expansion des exploitations, avec une nette progression des effectifs bovins et des vaches laitières.

## **2.6. Alimentation et ressource d'eau**

### **2.6.1. Ressources en eau**

**Tableau 21:** Ressources d'eau avant et après le financement

<b>Ressource en eau</b>	<b>Nombre d'exploitations avant financement</b>	<b>Nombre d'exploitations après financement</b>
<b>Forage</b>	<b>24</b>	<b>42</b>
<b>Eau potable</b>	<b>4</b>	<b>8</b>
<b>Total</b>	<b>28</b>	<b>50</b>

Avant le financement, 24 exploitations utilisaient des forages pour abreuver leurs bovins, contre seulement 4 exploitations qui avaient recours à l'eau potable. Après l'obtention du financement, le nombre d'exploitations utilisant des forages a augmenté pour atteindre 42, tandis que celles utilisant de l'eau potable ont doublé, passant à 8. Ces résultats montrent une nette augmentation de l'utilisation des forages après le financement, ce qui suggère une amélioration des infrastructures d'approvisionnement en eau dans les exploitations agricoles.

### **2.6.2. Ressources alimentaire**

**Tableau 22:** Problèmes alimentaires avant et après le financement

<b>Présence de problèmes alimentaires</b>	<b>Avant financement</b>	<b>Après financement</b>
<b>Oui</b>	<b>19 exploitations</b>	<b>32 exploitations</b>
<b>Non</b>	<b>9 exploitations</b>	<b>18 exploitations</b>
<b>Total</b>	<b>28</b>	<b>50</b>

L'analyse des données montre une augmentation significative du nombre d'exploitations ayant rencontré des problèmes de ressources alimentaires, passant de 19 à 32 après le financement, soit une augmentation de 13 exploitations. Parallèlement, le nombre d'exploitations n'ayant pas de problèmes alimentaires a également augmenté de 9 à 18, ce qui représente une augmentation de 9 exploitations.

Ces résultats semblent indiquer que le financement n'a pas eu l'effet positif escompté sur la disponibilité des ressources alimentaires pour les bovins. Bien que le nombre d'exploitations sans problèmes alimentaires ait augmenté, la hausse du nombre d'exploitations rencontrant des difficultés soulève des préoccupations quant à l'efficacité des mesures mises en place.

### **2.6.3. Ration aux vache laitière**

**Tableau 23:** La fourniture de la ration pour les vaches laitières en fonction du stade de lactation avant et après le financement

<b>La réponse</b>	<b>Avant financement</b>	<b>Après financement</b>
<b>Oui</b>	<b>19</b>	<b>36</b>
<b>Non</b>	<b>9</b>	<b>14</b>
<b>Total</b>	<b>28</b>	<b>50</b>

Grâce au financement, les pratiques alimentaires se sont sensiblement améliorées, avec un nombre croissant d'exploitations adoptant ajuste les rations en fonction du stade de lactation, une approche souvent considérée comme plus efficace sur le plan nutritionnel. Cela souligne l'importance de continuer à sensibiliser et à accompagner les exploitants pour les encourager à adopter des régimes alimentaires encore mieux adaptés aux besoins spécifiques des vaches laitières. Bien que des progrès aient été réalisés grâce au financement, des améliorations supplémentaires dans les pratiques alimentaires restent possibles.

### **2.6.4. Le concentré (quantité/ vache/ jour)**

**Tableau 24:** Distribution de concentré avant et après financement

Situation de répartition	Avant financement	Après financement
2-7 Kg/vache/j	18 exploitations	10 exploitations
8-14 Kg/vache/j	10 exploitations	40 exploitations
<b>Total</b>	<b>28</b>	<b>50</b>

Avant le financement, la majorité des exploitations (18 sur 28) distribuait entre 2 et 7 kg de concentré par vache et par jour. Cependant, après le financement, une transformation notable a été observée : le nombre d'exploitations distribuant 8 à 14 kg de concentré par vache et par jour a augmenté de manière significative, atteignant 40 exploitations.

Cette évolution indique que le financement a joué un rôle essentiel dans l'optimisation de l'alimentation des vaches, en permettant aux éleveurs de mieux cibler leurs ressources nutritionnelles vers les animaux les plus productifs. Ce type de politique d'alimentation, qui privilégie les vaches en fonction de leur performance, est une pratique courante dans les élevages laitiers modernisés, visant à améliorer la production laitière globale.

Selon **Batta et Bahlouli (2023)**, l'augmentation de la quantité de concentré distribué parmi les éleveurs interrogés avant et après l'octroi des financements est corroborée par les données recueillies. Avant le financement, 38 % des exploitations distribuait entre 5 et 10 kg de concentré par jour, tandis qu'après le financement, ce chiffre a grimpé à 58 % des exploitations distribuant plus de 11 kg/j.

### **2.7. Batiment d'élevage**

**Tableau 25:** L'état des bâtiments d'élevage avant et après financement

Type de bâtiment	Avant financement	Après financement
Bâtiments sans normes d'élevage	16	9
Bâtiments avec normes d'élevage	12	41
<b>Total</b>	<b>28</b>	<b>50</b>

Bâtiments sans normes d'élevage: Le nombre de bâtiments sans normes a diminué de 16 à 9, indiquant une amélioration des conditions d'élevage.

Bâtiments avec normes d'élevage: Le passage de 12 à 41 bâtiments conformes aux normes montre un investissement significatif dans l'amélioration des infrastructures d'élevage.

Le financement a conduit à une amélioration notable des infrastructures d'élevage, favorisant des conditions de vie plus saines pour les animaux et contribuant ainsi à une meilleure productivité globale.

### **2.7.1. Salle de traite**

**Tableau 26:** Présence de salle de traite avant et après financement

<b>Présence de salle de traite</b>	<b>avant financement</b>	<b>après financement</b>
<b>Oui</b>	<b>12</b>	<b>30</b>
<b>Non</b>	<b>16</b>	<b>20</b>
<b>Total</b>	<b>28</b>	<b>50</b>

On observe que le nombre d'exploitations disposant de salles de traite a plus que doublé après le financement, passant de 12 à 30 fermes. Cette progression notable montre que le financement a permis à un plus grand nombre d'exploitations de s'équiper, ce qui a amélioré les conditions de travail et la gestion du troupeau. L'augmentation du nombre de fermes équipées de salles de traite souligne l'impact positif du financement sur l'infrastructure et l'organisation des exploitations agricoles, contribuant à une plus grande efficacité dans le processus de traite et à une amélioration globale des conditions de travail des éleveurs.

### **2.8.Reproduction**

#### **2.8.1. Le mode de reproduction**

**Tableau 27:** Le mode de reproduction avant et après financement

<b>Mode de reproduction</b>	<b>Avant financement</b>	<b>Après financement</b>
<b>Monte naturelle</b>	<b>26</b>	<b>28</b>
<b>Insemination artificielle</b>	<b>2</b>	<b>22</b>
<b>Total</b>	<b>28</b>	<b>50</b>

Le financement a entraîné une évolution notable des pratiques de reproduction dans les exploitations. Bien que l'utilisation de la monte naturelle ait légèrement augmenté, passant de 26 à 28 fermes, la transition vers l'insémination artificielle a été beaucoup plus marquée. Le nombre d'exploitations utilisant cette méthode a considérablement progressé, passant de 2 à 22. Cette tendance reflète un passage vers des techniques plus modernes et efficaces, telles que l'insémination artificielle, qui pourrait avoir un impact positif sur la génétique et la productivité des élevages.

#### **2.8.2. Critères de sélection du taureau avant et après le financement**

**Tableau 28:** Critères pour choisir le taureau avant et après le financement.

Catégorie	Avant financement	Après financement
Race	17	36
État corporel	11	14
Total	28	50

Ces résultats indiquent que le financement a eu un impact positif sur les critères de choix des taureaux, en particulier concernant la race. Cela pourrait refléter une sensibilisation accrue aux meilleures pratiques d'élevage. Il serait bénéfique de continuer à soutenir les éleveurs dans leur prise de décision pour optimiser la qualité de leur cheptel.

### 2.8.3. L'âge des génisses à la première saillie et au premier vêlage, avant et après l'obtention du financement

Tableau 29: L'âge de la première saillie avant et après financement

Âge de la première saillie	Avant financement	Après financement
12 à 15 mois	19	31
16 à 18 mois	6	13
> 18 mois	3	6
Total	28	50

Les résultats montrent une évolution significative de l'âge de la première saillie des vaches avant et après le financement. Avant le financement, la majorité des exploitations (19 sur 28) pratiquaient la première saillie entre 12 et 15 mois. Après le financement, ce nombre est passé à 31 exploitations, indiquant une gestion plus proactive de la reproduction et une tendance à encourager des saillies précoces. Les exploitations où la première saillie a lieu entre 16 et 18 mois ont également augmenté, tandis que celles dépassant 18 mois restent minoritaires.

Ces changements reflètent un impact positif du financement sur la gestion de la reproduction, favorisant une meilleure productivité grâce à l'optimisation de la durée de vie reproductive des vaches. Toutefois, il est essentiel de veiller à ce que ces pratiques ne compromettent pas la santé des animaux, en équilibrant reproduction précoce et bien-être animal pour garantir la durabilité et la rentabilité des exploitations.

❖ **Dans les fermes étudiées, L'âge moyen des génisses au premier vêlage, avant et après le financement, est de 21 mois et plus.**

### 2.8.4. L'âge des veaux au sevrage

Tableau 30 : Âge de sevrage des veaux avant et après financement

<b>Âge de sevrage</b>	<b>Avant financement</b>	<b>Après financement</b>
<b>1 mois - 5 mois</b>	<b>23 fermes</b>	<b>31 fermes</b>
<b>6 mois et plus</b>	<b>5 fermes</b>	<b>19 fermes</b>
<b>Total</b>	<b>28</b>	<b>50</b>

Avant le financement, la majorité des veaux étaient sevrés entre 1 et 5 mois dans 23 fermes. Après le financement, ce nombre est passé à 31, indiquant une tendance vers un sevrage plus précoce.

Cette évolution montre que le financement a contribué à améliorer les pratiques d'élevage, notamment la gestion du sevrage, la nutrition et la santé des veaux, éléments essentiels pour leur croissance. Bien que le sevrage précoce favorise la production de lait et régularise le cycle de production des vaches, il est important pour les éleveurs de trouver un équilibre entre ces avantages et la santé des veaux et des mères. L'adoption de programmes alimentaires adaptés et un suivi rigoureux sont nécessaires pour maximiser les bénéfices tout en minimisant les impacts négatifs.

### **2.9. Le vétérinaire**

**Tableau 31:** Présence du vétérinaire dans l'exploitation avant et après financement

<b>Présence du vétérinaire</b>	<b>Avant financement</b>	<b>après financement</b>
<b>Oui</b>	<b>10</b>	<b>31</b>
<b>Non</b>	<b>18</b>	<b>19</b>
<b>Total</b>	<b>28</b>	<b>50</b>

Grâce au financement, le recours aux services vétérinaires dans les exploitations a connu une nette amélioration, avec une augmentation marquée du nombre d'exploitations faisant appel à un vétérinaire, passant de 10 à 31. Cette progression significative reflète une meilleure gestion de la santé animale et une sensibilisation accrue à l'importance des soins vétérinaires réguliers. Par ailleurs, les études antérieures corroborent cette tendance, révélant que la majorité des éleveurs interrogés considèrent les consultations vétérinaires et la vaccination comme essentielles pour maintenir la santé et le bien-être du bétail. Cette évolution témoigne d'un progrès notable dans les pratiques de gestion sanitaire des exploitations.

### **2.10. Production laitière**

**Tableau 32:** Durée de lactation des vaches laitières avant et après financement

Durée de lactation	Avant financement	Après financement
1-5 mois	4	3
6 mois et plus	24	47
Total	28	50

Le financement a entraîné une amélioration significative de la durée de lactation des vaches laitières. En effet, le nombre d'exploitations où les vaches ont une lactation de 6 mois et plus est passé de 24 à 47, soit presque le double. Cette évolution reflète une meilleure gestion du troupeau, avec des pratiques d'alimentation optimisées qui favorisent une productivité accrue et une meilleure santé animale. Une durée de lactation prolongée est un indicateur clé de la durabilité et de l'efficacité des exploitations, soulignant l'impact positif du financement sur la performance laitière et la résilience des systèmes agricoles.

**Tableau 33:** Production laitière quotidienne dans les exploitations étudiées

Production Laitière	Nombre d'Éleveurs	Pourcentage (%)
< 20 L	14	28%
20 - 30 L	30	60%
> 30 L	6	12%
Total	50	100%

Les données montrent que la production laitière quotidienne moyenne par vache dépend principalement de la disponibilité de la nourriture et des conditions climatiques. La majorité des exploitations (60 %) produisent entre 20 et 30 litres de lait par jour, reflétant une performance laitière stable et adéquate. Les études de **Batta et Bahlouli (2023)** et de **Kejat et al. (2022)** corroborent ces résultats, mettant en évidence une augmentation significative de la production après le financement.

Avant le financement, une grande proportion des éleveurs avait des rendements inférieurs à 30 litres par jour. Cependant, grâce au soutien financier, le nombre d'éleveurs produisant entre 30 et 40 litres a considérablement augmenté, tandis que les exploitations à faible production ont diminué. Cela traduit une amélioration notable des pratiques d'élevage, rendue possible par une meilleure gestion des ressources et l'adoption de méthodes plus efficaces.

### 2.10.1. Les client

**Tableau 34:** Évolution de la fixation de la clientèle avant et Après le financement

<b>Client fixé</b>	<b>Avant financement</b>	<b>Après financement</b>
<b>Oui</b>	<b>24</b>	<b>44</b>
<b>Non</b>	<b>4</b>	<b>6</b>
<b>Total</b>	<b>28</b>	<b>50</b>

Le financement a joué un rôle déterminant dans la fidélisation de la clientèle pour de nombreuses exploitations agricoles. Le nombre d'exploitations ayant des clients fixes est passé de 24 avant le financement à 44 après, traduisant une amélioration significative de la stabilité des débouchés commerciaux. Disposer d'une clientèle régulière est essentiel pour garantir des revenus prévisibles et une meilleure planification de la production. Cette évolution reflète l'impact positif du financement sur la sécurité économique et la compétitivité des exploitations, en consolidant leur position sur le marché et en renforçant la relation de confiance avec leurs clients. En somme, ces résultats soulignent l'importance du financement pour assurer la durabilité et la croissance des activités agricoles.

### **2.10.2. Le prix de lait**

**Tableau 35 :** Changement du prix du lait avant et après le financement

<b>Le prix du lait a changé</b>	<b>Avant financement</b>	<b>Après financement</b>
<b>Oui</b>	<b>7</b>	<b>17</b>
<b>Non</b>	<b>21</b>	<b>33</b>
<b>Total</b>	<b>28</b>	<b>50</b>

Le financement a permis à un nombre accru d'exploitations (de 7 à 17) d'exprimer une satisfaction vis-à-vis du prix du lait, montrant ainsi une amélioration notable pour certaines d'entre elles. Cependant, la majorité des exploitations (33 sur 50) reste insatisfaite, soulignant que la question du prix du lait demeure un problème persistant. Bien que des progrès aient été réalisés grâce au financement, il est essentiel de continuer à chercher des solutions pour améliorer la rémunération des producteurs, comme des négociations avec les acheteurs ou une valorisation accrue de la qualité du lait. En somme, garantir un prix équitable reste un enjeu crucial pour la viabilité économique et la pérennité des exploitations laitières.

### **2.11. Hygiène et prophylaxie**

#### **2.11.1. Conditions de stockage des aliments**

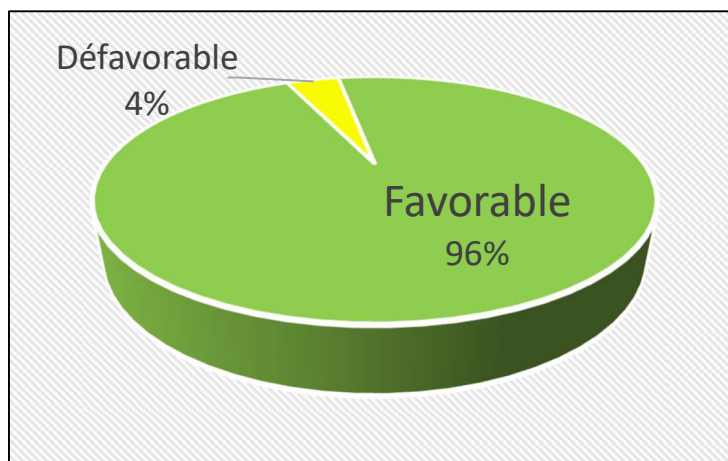


Figure 6: Les conditions de stockage des aliments

Cela indique que la grande majorité des aliments (96%) sont stockés dans conditions "Favorable", Cela reflète la prise de conscience et la bonne gestion des exploitations par leurs propriétaires.

### 2.11.2. Renouvellement de la litière

Tableau 36: Renouvellement de la litière avant et après financement.

Renouvellement de la litière	Avant financement	Après financement
1-2 fois/j	21(75%)	40 (80%)
3 fois/j	3 (11%)	3 (6%)
1 fois/ 2 j	4(14%)	7 (14%)
Total	28 (100%)	50 (100%)

Le financement a permis une nette amélioration des pratiques de renouvellement de la litière, avec 75 % des exploitations changeant désormais la litière 1 à 2 fois par jour. Bien que le nombre d'exploitations renouvelant la litière 3 fois par jour soit resté stable, cette augmentation globale de la fréquence contribue directement à la santé et au bien-être des animaux.

Des études confirment cette tendance: **Batta et Bahlouli (2023)** rapportent que 60 % des éleveurs changent la litière une fois par jour et 40 % deux fois ou plus, tandis que **Kejat et al. (2022)** notent 28 % pour une fois par jour et 51 % pour deux fois ou plus. Ces résultats montrent que le financement a encouragé une gestion plus efficace et a amélioré les pratiques des éleveurs, avec un impact positif sur le bien-être animal.

## 3. Données sur financement

### 3.1. Les dispositifs financés

**Tableau 37:** Les dispositif finances CNAC et NESDA.

CNAC	NESDA	Total
12	38	50

L'étude a porté sur 50 fermes de différentes communes de la wilaya de M'sila, dont 12 ont été financées par l'organisme CNAC et 38 de ces exploitations ont été financées par l'organisme de financement NESDA.

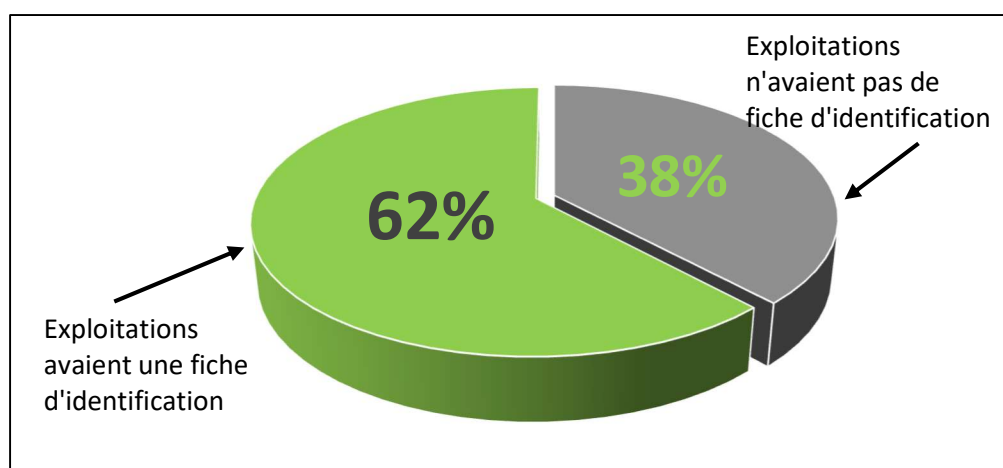
**3.2. Année de financement**

**Tableau 38 :** Année de financement des éleveurs par CNAC et NESDA

Année de financement	2010 - 2013	2014 - 2017	2018 - 2021	2022 à aujourd'hui
Nombre d'éleveurs financés	14	20	8	8

Le nombre d'éleveurs financés par la CNAC et la NESDA a connu la plus forte augmentation entre 2014 et 2017, passant d'environ 9 à 20. Ensuite, le nombre a légèrement diminué au cours des années suivantes en raison de plusieurs facteurs, tels que la longueur des délais de dépôt des dossiers, la réduction des importations de vaches laitières, et aussi la pandémie de Covid-19.

**3.3. Fiche d'identification**



**Figure 7:** Pourcentage d'éleveurs ayant reçu une fiche d'identification

Il y'a 31 exploitations avec 62% avaient une fiche d'identification, cela indique que la majorité des exploitations bénéficiant du financement fiche d'identification, ce qui est positif pour le suivi et la traçabilité de ces exploitations.

19 exploitations avec 38% n'avaient pas de fiche d'identification, cela indique que le financement n'a pas eu d'impact significatif sur la mise en place de fiches d'identification dans ces exploitations.

Donc des efforts supplémentaires pourraient être nécessaires pour encourager et accompagner l'ensemble des exploitations avec des fiches d'identification, qui sont importantes pour le suivi et la traçabilité.

### 3.4. Le cout d'investissement

L'analyse des coûts d'investissement par la CNAC et la NESDA révèle une grande hétérogénéité parmi les exploitations financées, liée à des facteurs tels que la taille de l'exploitation et le cheptel de bovins laitiers. Certaines exploitations nécessitent des investissements plus importants pour moderniser leurs infrastructures et améliorer leurs pratiques. Cette diversité souligne l'importance de comprendre les besoins spécifiques de chaque exploitation afin d'identifier les défis auxquels elles sont confrontées. Une approche ciblée et adaptée des soutiens financiers est essentielle pour maximiser l'impact des investissements et promouvoir le développement durable des exploitations laitières.

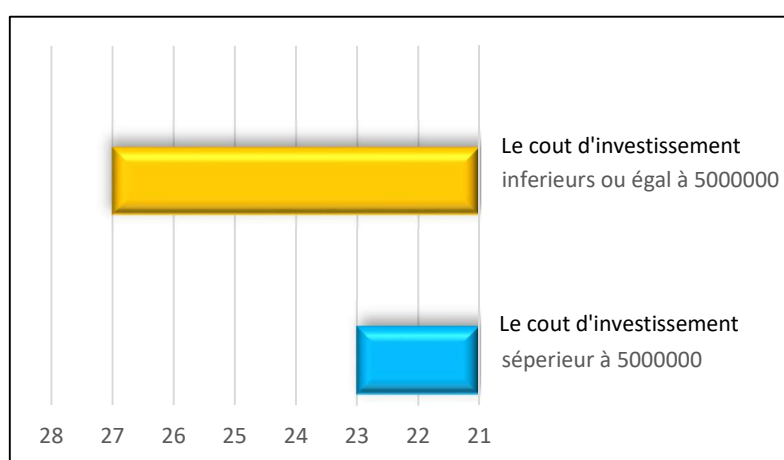


Figure 8: Le cout d'investissement par CNAC et NESDA.

### 3.5. Comité de sélection et de validation des financements (CSVF)

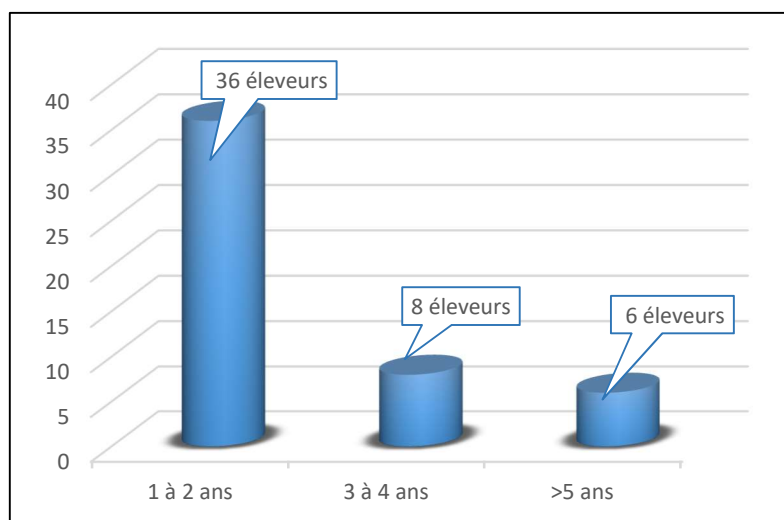


Figure 9: Délai de CSVF par Dispositif CNAC et NESDA

La majorité des éleveurs (36) a obtenu un financement dans un délai de 1 à 2 ans, témoignant d'une efficacité relative du processus. Cependant, 8 éleveurs ont attendu entre 3 et 4 ans, et 6 ont patienté plus de 5 ans, mettant en évidence des retards importants dans certains cas.

Ces délais soulignent la nécessité d'optimiser le processus de traitement des demandes pour offrir une assistance plus rapide et adaptée. Réduire les retards prolongés est crucial pour permettre aux éleveurs d'investir à temps et de répondre à leurs besoins économiques, tout en renforçant leur confiance dans le système de financement. Une amélioration globale de ces dispositifs favoriserait leur efficacité et leur impact sur le développement agricole.

### 3.6. Le mode de financement

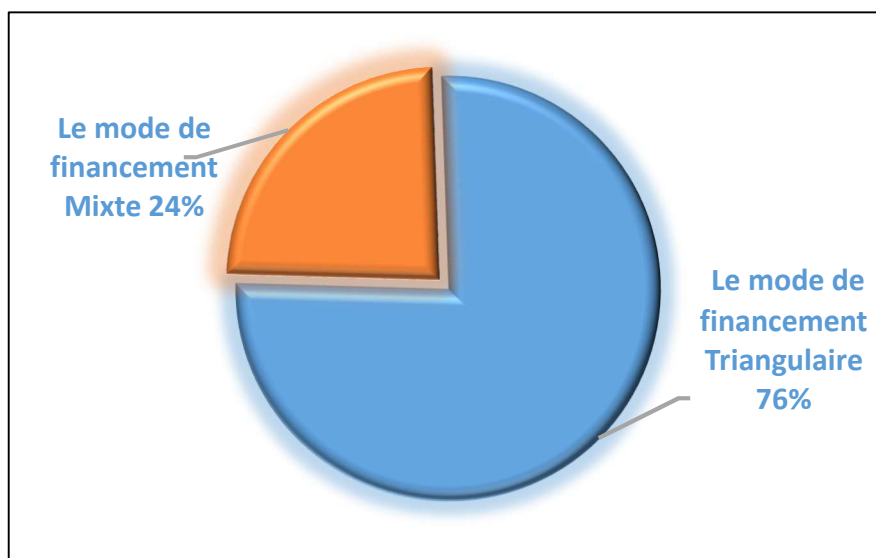


Figure 10: Le mode des financement des exploitations étudiées.

On constate que le mode de financement triangulaire est largement dominant, occupant les trois quarts du diagramme circulaire, qui représente 76% des éleveurs interrogés, où la contribution personnelle est fixée à 1 % et la contribution des dispositifs CNAC et NESDA à 29 % lorsque le coût de l'investissement varie entre 5 000 000 DA et 10 000 000 DA.

Pour les investissements inférieurs ou égaux à 5 000 000 DA, la contribution personnelle est de 2 % et celle des dispositifs est de 28 %, avec un financement bancaire de 70 %. Le remboursement s'effectue généralement par tranches.

### 3.7. Extension des exploitations élevage

Les résultats mettent en évidence une tendance générale à l'expansion parmi les éleveurs, avec 72 % d'entre eux ayant agrandi leurs exploitations, ce qui reflète un environnement favorable au développement des fermes. Cependant, il est essentiel d'explorer les motivations et les obstacles rencontrés par les 28 % qui n'ont pas réussi à élargir leurs activités. Parmi ces freins figurent l'incapacité à rembourser les échéances de financement, le manque de ressources fourragères et d'autres problèmes. Il apparaît donc pertinent de mieux comprendre les dynamiques du secteur et d'adapter les politiques de soutien en conséquence pour répondre efficacement aux besoins des éleveurs.

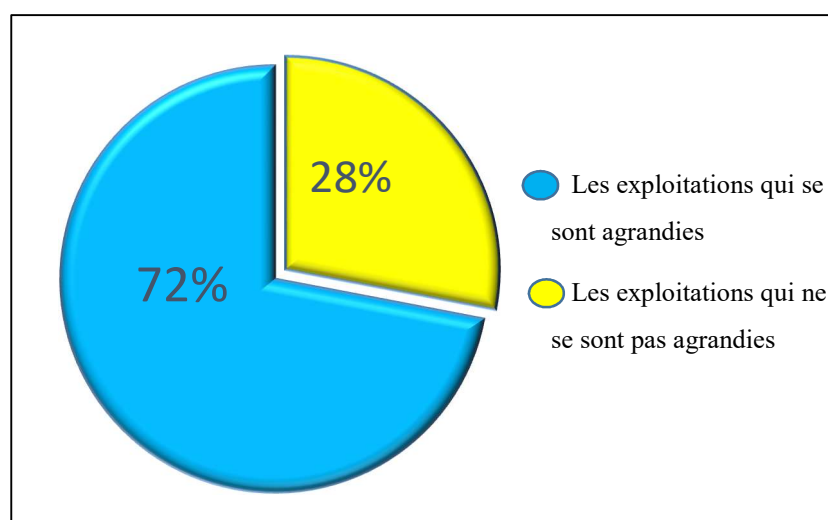
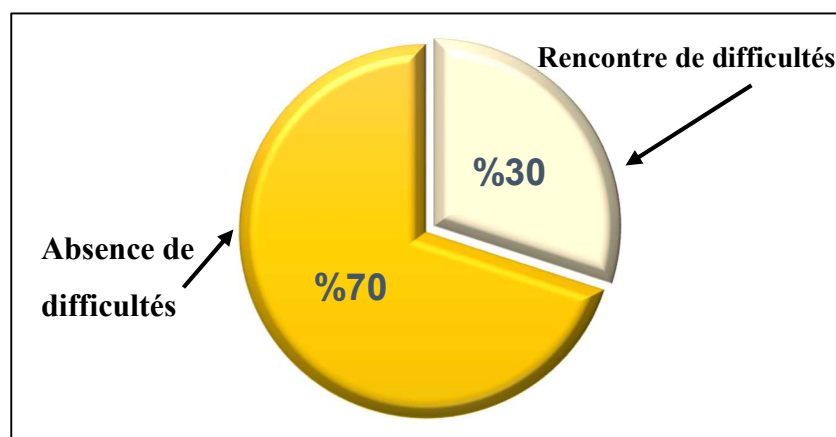


Figure 11: Extension des Exploitations Élevage Après Financement

### 3.8. Difficultés avant de financement



**Figure 12:** Difficultés rencontrées avant le financement

Près de 30 % des éleveurs ont fait face à des obstacles, qu'ils soient administratifs, financiers ou liés à la gestion de leur exploitation, avant d'obtenir un financement. En revanche, 70 % d'entre eux n'ont rencontré aucune difficulté significative, ce qui indique que, pour la plupart, le processus de demande et d'attribution de financement s'est déroulé de manière assez simple.

### 3.9. Rentabilité du financement

La majorité des éleveurs (88 %) considèrent le financement comme bénéfique pour leurs exploitations, soulignant son impact positif sur leurs performances économiques. Cependant, 12 % estiment que les résultats attendus n'ont pas été atteints, en raison de problèmes de gestion, de choix d'investissement inadaptés ou de difficultés dans la mise en œuvre des projets.

Malgré les retombées globalement positives, il est essentiel d'analyser les causes des échecs pour ajuster les stratégies de soutien. Parmi les principaux obstacles identifiés figurent le coût élevé de l'alimentation, les dépenses vétérinaires, les vaccins et la pénurie de terres agricoles. Une meilleure compréhension de ces défis permettra d'optimiser l'accompagnement futur des éleveurs.

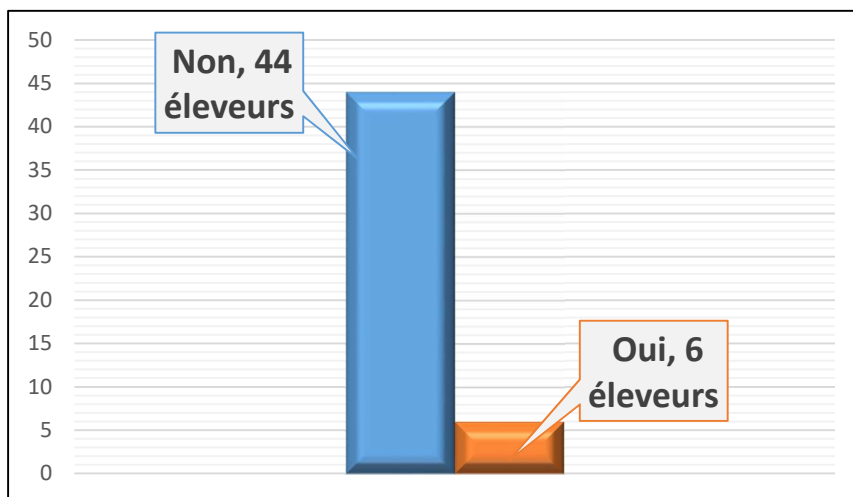


Figure 13: Réponses des élèves sur la rentabilité du financement

### 3.10. Le dépôt de dossier

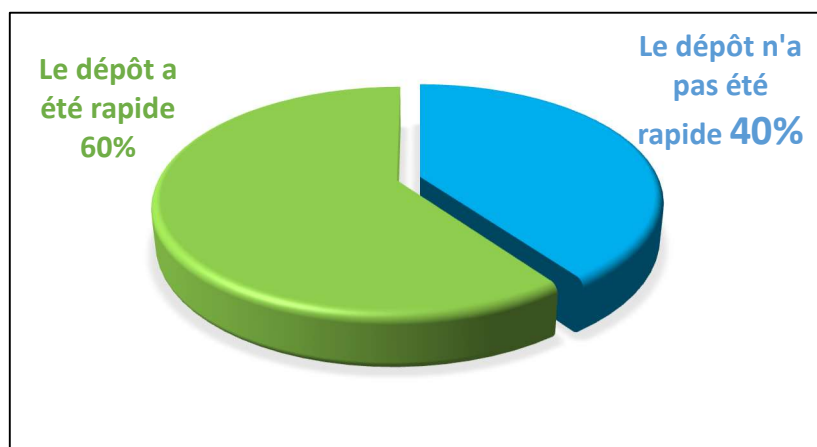


Figure 14: La rapidité de dépôt d'un fichier auprès de la CNAC et de l'ANADE.

La majorité des élèves (30) ont jugé que le processus de soumission des demandes n'était ni satisfaisant ni rapide, reflétant des retards et une inefficacité notable. En revanche, une minorité (20 élèves) a estimé que leurs dossiers avaient été traités plus rapidement.

Cette situation met en évidence des dysfonctionnements, notamment des demandes fréquentes de documents supplémentaires par les institutions de financement, non prévus initialement dans le dossier, ce qui a contribué à ralentir le processus. Ces retards soulignent la nécessité d'améliorer la fluidité et l'efficacité du système pour mieux répondre aux besoins des élèves.

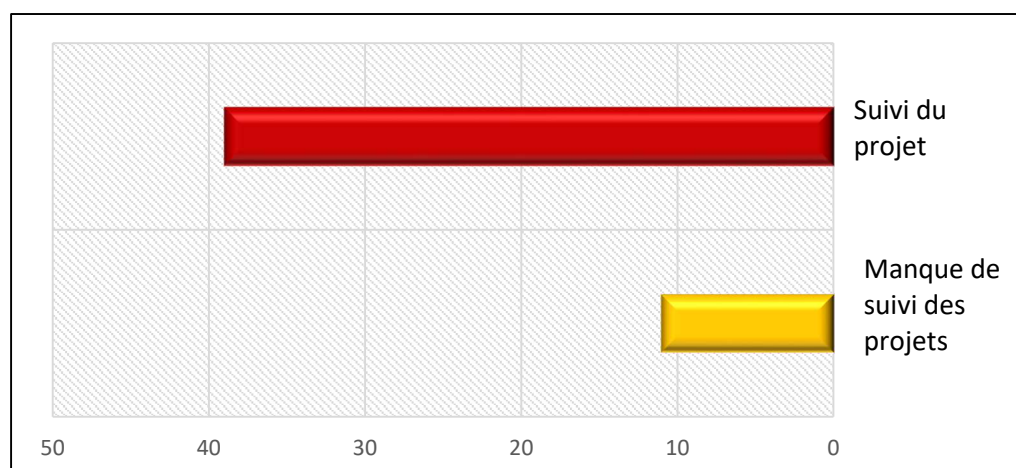
La majorité des élèves dont 63% ont rencontré des difficultés lors du dépôt de dossier, le problème revient au dossier compliqué et chargé qu'ils doivent fournir pour l'obtention du crédit et les 37% non pas rencontré de difficulté par indiqué **Kejat et al (2022)**.

La majorité des élèves dont 84% ont rencontré des difficultés lors du dépôt de dossier et les 16% non pas rencontré de difficulté par indiqué **Batta et Bahlouli (2023)**.

### **3.11. Le remboursement**

Ici, tous les élèves ont répondu oui, ce qui signifie qu'ils ont effectué le remboursement par acomptes.

### **3.12. Le suivi de projet**



**Figure 15:** Le suivi des projets par CNAC et NESDA.

La majorité des élèves (39) ont confirmé que le système en place assure un suivi efficace des projets, reflétant une gestion organisée et un accompagnement adapté. Cela souligne le rôle essentiel de cette surveillance dans le bon fonctionnement et la réussite des initiatives financées.

Bien que quelques cas échappent à ce suivi, ils restent minoritaires, ce qui démontre globalement la fiabilité et l'efficacité du système pour soutenir les projets à long terme.

Le résultat trouvé dans cette étude est quelque peu contradictoire avec les deux études précédentes où :

D'après ce qu'il a trouvé **Kejat et al (2022)** et **Batta et Bahlouli (2023)** sur enquêtés on constate qu'à 86% les deux dispositifs ne font pas le suivi des projets, les 14% restants on signaler le suivi des projets par les dispositifs financiers.

---

# *Conclusion*

---

## *Conclusion*

---

Notre étude repose sur des enquêtes réalisées auprès de 50 exploitations laitières situées dans la wilaya de M'Sila. L'objectif principal était de recueillir des données complètes sur ces fermes, en mettant l'accent sur leurs conditions de reproduction et leurs performances. Cette démarche visait à fournir une analyse détaillée des spécificités, des pratiques de gestion et des aspects économiques qui caractérisent ces exploitations. L'étude inclut également une évaluation approfondie de la rentabilité des fermes ayant bénéficié de l'appui des dispositifs CNAC et NESDA (ex-ANSEJ).

Le financement dans la wilaya de M'sila a joué un rôle déterminant dans le développement du secteur de l'élevage laitier, favorisant l'intégration de nouveaux éleveurs et l'amélioration des infrastructures ainsi que de la productivité. Toutefois, des défis subsistent, notamment le manque de formation pour les éleveurs inexpérimentés, la complexité des procédures administratives, et la disponibilité limitée des ressources alimentaires. Pour optimiser l'impact du financement, il est essentiel de renforcer les programmes de formation agricole en les adaptant aux besoins des éleveurs, de simplifier les démarches administratives et d'accélérer les délais de traitement des dossiers. Par ailleurs, la promotion de l'élevage des races locales, via des incitations financières, et le soutien à la biodiversité sont nécessaires pour garantir la durabilité du secteur. L'amélioration de l'accès aux ressources alimentaires, par le biais de subventions et de la promotion des cultures fourragères, ainsi que le renforcement des dispositifs de suivi des projets financés, sont également indispensables. Une collaboration étroite entre les institutions financières, les autorités locales et les éleveurs permettra d'assurer un développement agricole durable et équilibré dans la région.

---

## *Références bibliographique*

---

1. **Adda N., 2020.** Production laitière : Contraintes et perspectives au niveau de l'exploitation d'élevage de Zemmoura « INOUDJAL ». Mémoire de Master, Université Abdelhamid Ibn Badis Mostaganem, p. 2.
2. **Adamou S., N. Bourennane, F. Haddadi, S. Hamidouche, and S. Sadoud. 2005.** Quel rôle pour les fermes-pilotes dans la préservation des ressources génétiques en Algérie. Série de Documents de Travail N° 126, Algérie.
3. **Ait Amer Meziane L., 2008.** Aptitude des laits de chèvre et de brebis à la coagulation par des protéases d'origine avicole. Mémoire de Magister Agronome, Institut National Agronomique d'El-Harrach, Alger, p. 137.
4. **AgriAlgérie.com., 2023.** La production de lait en Algérie.  
<https://www.agrialgerie.com/performances-agricoles-2022-2023/>
5. **Algérie Eco., 2023.** L'Algérie et l'importation de poudre de lait : une dépendance persistante.
6. **Amellal R., 1995.** La filière lait en Algérie : entre l'objectif de la sécurité alimentaire et la réalité de la dépendance. Options Méditerranéennes, B 14, Les agriculteurs maghrébins. Angers, (2003), p. 29.
7. **ANGEM de M'sila., 2024.** Agence Nationale de Gestion du Micro-Crédit de M'sila.
8. **BADR., 2023.** La Banque de l'agriculture et du développement rural.  
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Banque\\_de\\_l%27agriculture\\_et\\_du\\_d%C3%A9veloppement\\_rural](https://fr.wikipedia.org/wiki/Banque_de_l%27agriculture_et_du_d%C3%A9veloppement_rural)
9. **Batta S., Bahlouli B., 2023.** Impact des dispositifs d'aide de l'État sur le développement des élevages bovins laitiers dans la région de M'sila. Mémoire de Master, Université Mohamed Boudiaf - M'Sila.
10. **Bekhouche-Guendouz N., 2011.** Évaluation de la durabilité des exploitations bovines laitiers des bassins de la Mitidja et d'Annaba. Thèse de Docteur de l'Institut National Polytechnique de Lorraine et Docteur de l'École Nationale Supérieure Agronomique d'Alger, spécialité Sciences Agronomiques, p. 308.
11. **Benaissa R., 2010.** Problématique de la filière lait en Algérie. 8èmes Journées Scientifiques Vétérinaires : la filière lait en Algérie : un défi à relever, Algérie, 18-19 Avril.

## *Références bibliographiques*

---

12. **Benahmed Z., Boukhalfa N. E., 2019.** Évolution de la production laitière dans la région de Tiaret. Thèse de Doctorat Vétérinaire, Université Ibn Khaldoun de Tiaret, Institut des Sciences Vétérinaires, p. 15, 23-24.
13. **Benarbia Y., 2014.** La création d'une unité d'élevage des vaches laitières. Mémoire de Master, Université 8 mai 1945 – Guelma, p. 11-16.
14. **Benfrid M., 1993.** Schéma et mode de fonctionnement du système de vulgarisation dans les filières avicoles et bovins laitiers en Algérie. Cahiers Options Méditerranéennes, Vol. 2, no. 1, p. 123-127.
15. **Benghida T., 2021.** Situation de la filière lait en Algérie. Mémoire de Master, Université 8 Mai 1945-Guelma, p. 14-16.
16. **Bensaha H., Arbouche F., 2013.** Characterization of dairy cattle breeding in a Saharan region (Ghardaïa, Algeria): Socio-Professional profile of producing breeder. University Center of El Tarf, Algeria. Seria Zootehnie, vol. 59, p. 186.
17. **Berchiche L., 2020.** Mise en place de nouveaux bâtiments d'élevages modernes en Algérie chez le bovin laitier. Thèse de Docteur Vétérinaire, Institut des Sciences Vétérinaires, Université Saad Dahlab-Blida 1, Blida, p. 4.
18. **Bouzebda-Afri F., Bouzebda Z., Bairi A., France M., 2007.** Étude des performances bouchères dans la population bovine locale dans l'est Algérien. In Sciences et Technologies C, no. 26, p. 89-97.
19. **Bouzida-Allane S., 2023.** Dynamique des systèmes d'élevages bovins laitiers en Algérie et évaluation de leur durabilité : cas de la région de Tizi-Ouzou. Thèse de Doctorat, École Nationale Supérieure Agronomique, Algérie, p. 67-68.
20. **Chehma A., Longo H. F., Bada A., Mosbah M., 2002.** Valeur alimentaire des sous-produits du palmier dattier, de la paille d'orge et du Drinn chez le dromadaire. Journal Algérien des Régions Arides, p. 33-44.
21. **CNAC de M'sila., 2024.** La Caisse Nationale d'Assurance Chômage de M'sila.
22. **CNIS, 2020.** Centre National de l'Information et des Statistiques : Statistiques du commerce extérieur de l'Algérie. Ministère des finances. Direction générale des Douanes.
23. **Damagnez J., 1971.** Est-il rentable d'utiliser l'eau pour la production fourragère en Méditerranée ? In L'élevage en Méditerranée. Options Méditerranéennes, no. 7, p. 43-45.
24. **Denna M., Derghal S., 2021.** Caractéristiques de l'élevage bovin laitier en Algérie, Structure de la filière lait. Université 8 Mai 1945 Guelma. p. 22.

## *Références bibliographiques*

---

25. **Djebairia Y., Lamouri A., 2017.** L'élevage Bovin Laitier en Algérie : Contraintes et Perspectives de Développement. Mémoire de Master, Université 8 Mai 1945-Guelma, p. 34-40.
26. **Djebbara M., 2008.** Durabilité et politique de l'élevage en Algérie : Le cas du bovin laitier. Colloque International développement durable des productions animales : enjeux, évaluations et perspectives, Alger, 20-21 Avril.
27. **DSA de M'sila., 2017.** Direction des Services Agricoles de M'sila. Bureau des Statistiques.
28. **DSA de M'sila., 2023.** Direction des Services Agricoles de M'sila. Bureau des Statistiques.
29. **DSA de M'sila., 2024.** Direction des Services Agricoles de M'sila. Statistiques Agricoles de la Wilaya de M'sila. Service des statistiques.
30. **Eddebarh A., 1989.** Systèmes extensifs d'élevage bovin laitier en Méditerranée. In Le lait dans la région méditerranéenne. Options Méditerranéennes, Série A, Séminaires Méditerranéens, no. 6, p. 11, 123-133.
31. **FAOSTAT, 2020.** Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture « Food and Agriculture Organisation ». Bases des Données Statistiques.  
<http://www.fao.org/faostat/fr/#data/QA>
32. **Feliachi, K., Kerboua M., Abdelfettah M., Ouakli K., Selheb F., Boudjakji A., Takoucht A., Benani Z., Zemour A., Belhadj N., Rahmani M., Khecha A., Haba A., Ghenim H., 2003.** Rapport National sur les Ressources Génétiques Animales : Algérie. Directeur Général de l'Institut National de la Recherche Agronomique d'Algérie (INRAA), P: 24.
33. **Ferrah A., 2000.** L'élevage bovin laitier en Algérie: problématique, question et hypothèse pour la recherche. Conférence: 3èmes journées de recherches sur les productions animales, Conduite et Performance d'Élevage. Université Mouloud Mammeri (UMMTO), Algérie, P: 40-49.
34. **Gwazdauskas F C., 1985.** Effects of climate on reproduction in Cattle. J. Dairy Sci. 68: 1568-1578.
35. **Haddouche F., 2023.** Autosuffisance en lait: L'Algérie a besoin de 400 000 têtes de vaches laitières. <https://lapatrienews.dz/autosuffisance-en-lait-lalgerie-a-besoin-de-400-000-tetes-de-vaches-laitieres/>
36. **Hamadache A., 2001.** Les ressources fourragères actuelles en Algérie. Situation et possibilité d'amélioration. In Actes de l'atelier national sur la stratégie du développement des cultures fourragères en Algérie. Ed. ITGC, P:79.

## *Références bibliographiques*

---

37. **Houichiti R., 2018.** Dynamique de l'agriculture et sécurité alimentaire dans la région de Ghardaïa (Sahara septentrional algérien).
38. **Ighil Nessouk W., Saad K., 2018.** Impact du dispositif d'investissement dans le développement d'élevage bovin laitier: cas de l'ANSEJ. Mmoire de Master, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, P: 11-13.
39. **Ihidoussene F., Boussaid W., 2018.** Contribution de dispositif ANSEJ dans le développement de l'activité agricole: cas de la production laitière au sein de la commune de Timizart. Mmoire de Master, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, P: 71.
40. **ITELV., 2000.** Observatoire des filières lait et viandes rouges. Document ITELV, P: 59.
41. **Journal Official., 2023.** Décret exécutif n°96-296 du 24 Rabie Ethani 1417 correspondant au 8 septembre 1996. Portant création et fixant les statuts de l'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes. no. P: 62: 8.
42. **Jouve A M., 1999.** Evolution des structures de production et modernisation du secteur agricole au Maghreb. Cahiers Options Méditerranéennes, P: 223-233.
43. **Kacimi El Hassani S., 2013.** La dépendance alimentaire en Algérie: importation de lait en poudre versus production locale, quelle évolution? Mediterranean Journal of Social Sciences 4, no. 11, P: 152-158.
44. **Kejat M., Haddad T., Djennadi N., 2022.** Impact des dispositifs d'aide de l'État (CNAC, ANSEJ) sur le développement des élevages bovins laitiers en zones de montagnes. Mmoire de Master, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, P: 15-35.
45. **Khelili A., 2012.** Impact du rapport fourrage-concentré sur le niveau de la production laitière des exploitations bovines de la plaine du Haut Cheliff. Mémoire de Magister, Université Hassiba Ben Bouali-Chlef, P: 106.
46. **Koudri H., Harrache B., Ben Amirouche H., 2018.** Analyse structurelle de la filière lait en Algérie. Revue Des Économies Nord Africaines 14, no. 19, P: 39-47.
47. **Lalaouine, F., Takherist A., 2017.** La production laitière des vaches laitières : Facteurs influençant la qualité et la quantité du lait.
48. **Landais E., Lhotse P., Milleville P., 1989.** Impact des dispositifs d'aide de l'Etat (CNAC, ANSEJ) sur le développement des Élevages bovins laitiers en zone de montagnes. Mémoire de fin d'études. Université Mouloud Mammeri de TIZI-OUZOU. 10p
49. **Lazereg M., Bellil K., Djedianem Z., 2020.** La filière lait algérienne face aux conséquences de la pandémie de la COVID-19. Les Cahiers du CREAD 36, no. 03.
50. **Maachou A., 2019.** Analyse de la conduite de l'élevage bovin laitier dans la région de M'sila. Mmoire de Master, Université Mohamed Boudiaf - M'sila, P: 6, 11, 17, 19, 35.

## *Références bibliographiques*

---

51. **MADR., 2024.** Ministère de l'Agriculture et du développement rural.
52. **Makhlouf M., 2015.** Performance de la filière laitière locale par le renforcement de la coordination contractuelle entre les acteurs: Cas de la Wilaya de Tizi-Ouzou – Algérie. Thèse de Doctorat, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, 101, 345.
53. **Mansour L., 2015.** Etude de l'influence des pratiques d'élevage sur la qualité du lait: effet de l'alimentation." Thèse de doctorat, Université Ferhat Abbas Sétif, Agronomie, P: 190.
54. **Messaoudene S., Messaoudi K., 2015.** Le rôle de l'ANSEJ dans la création de l'emploi et la réduction de chômage cas wilaya de Bejaia. Mémoire de Master, Université Abderrahmane MIRA de Bejaia, P: 32, 37, 40.
55. **Mihoubi S., Merzougui H., 2017.** Contribution à une enquêtes sur la conduite d'élevage bovin laitiers dans la wilaya de M'sila. Mémoire de Master, Université Mohamed Boudiaf - M'SILA, P: 5, 13, 14, 45.
56. **Mouffok C., 2007.** Diversité des systèmes d'élevage bovin laitier et performances animales en région semi-aride de Sétif. Mémoire de Magister en Sciences Animales, Institut National Agronomique, INA Algér.
57. **Mouloud B., 2016.** Le financement bancaire des activités agricoles: cas de l'élevage bovin dans la wilaya de Bejaia par la BADR-Banque (Agence Kherrata). P: 25, 33, 49-66.
58. **Nedjraoui D., 2001.** FAO Country pasture / Forage resource Profiles: Algeria.
59. **NESDA de M'sila., 2024.** The National Agency for the Support and Development of Entrepreneurship de M'sila.
60. **ONIL., 2019.** Résumé de la stratégie ONIL pour le développement de la filière lait en Algérie.
61. **ONIL., 2022.** Statistiques de l'Office National Interprofessionnel du Lait et des produits laitiers, Algérie.
62. **ONM, 2022.** Données climatiques sur la wilaya de M'sila.
63. **ONS, 2022.** Office National des Statistiques: La production agricole campagne 2020/2021, Le cheptel et Produits de l'élevage. N° 990. P: 11.
64. **Ouadeh N., Benhissen S., Belkassam A., Bendif H., Rebbas K., 2021.** Etude ethnobotanique et inventaire des plantes médicinales de la région de Dréat (M'Sila, Algérie). *Geo-Eco-Trop.* 45, no. 4, P: 617-633.
65. **Ouakli K., Yakhlef H., 2003.** Performances Et Modalités De Production Laitière Dans La Mitidja. *Recherche Agronomique* Vol 7, n° 13, 15-24
66. **Senoussi A., 2008.** Caractérisation de l'élevage bovin laitier dans le Sahara: Situation et perspectives de développement. Cas de région de Guerrara. Colloque International «

## *Références bibliographiques*

---

- Développement durable des productions animales: enjeux, évaluation et perspectives », Algér, 20-21 Avril.
- 67. Soukehal A., 2013.** La Sécurité alimentaire: Quels programmes pour réduire la dépendance en céréale et lait? Communications sur la filière laitière, colloque de 8 Avril, Forum des chefs d'entreprises, Algérie, 12-13.
- 68. Srairi M T., Ben Salem M., Bourbouze A., Elloumi M., Faye B., 2007.** Perspectives de durabilité des élevages des bovins laitiers au Maghreb à l'aune des défis futur: libéralisation des marchés, aléas climatiques et sécurisation des approvisionnements. Colloque international « Développement durable des productions: enjeux, évaluation et perspectives », Alger, 20-21 avril 2008.
- 69. Srairi M T., 2008.** Perspective de la durabilité des élevages des bovins laitiers au Maghreb à l'aune de défis futurs: libéralisation des marchés, aléas climatiques et sécurisation des approvisionnements.
- 70. Thatcher W., Collier R J., Morrow D A., 1986.** Effects of climate on bovine reproduction. In Current Therapy in Theriogenology, edited by Morrow D A., Saunders W B., Philadelphia.
- 71. [www.angem.com](http://www.angem.com)**
- 72. [www.badr.dz](http://www.badr.dz)**
- 73. [www.cnac.dz](http://www.cnac.dz)**
- 74. [www.nesda.dz](http://www.nesda.dz)**
- 75. Yakhlef H., 1989.** La production extensive de lait en Algérie. Options Méditerranéennes. In Le lait dans la région méditerranéenne, edited by J.-L. Tisserand, Paris: CIHEAM (Options Méditerranéennes: Série A. Séminaires Méditerranéens; n°6), 135-139.
- 76. Yakhlef H., Madani T., Ghozlane F., Bir B., 2010.** Rôle Du Matériel, Animal Et De l'environnement Dans l'orientation Des Systèmes d'élevages Bovin En Algérie : In : La Filière Lait En Algérie. Communication Aux 8eme Journées des Science Agri, Les 18 Et 19 Avril. Ecole National Supérieure Vétérinaire d'Alger. Algérie.
- 77. Yozmane R., Mebirouk-Boudechiche L., Chaker-Houd K., Abdelmadjid S., 2017.** Typologie des élevages bovins laitiers de la région de Souk-Ahras (Algérie). Vol. 99, P: 201.

---

# *Annexes*

---

## Annexe 1

### Questionnaire : L'influence des aides de l'État (ANSEJ, ANGEM, CNAC, BADR) sur les l'élevage bovin laitier dans la wilaya de M'sila

Date : ..... / ..... /2024

N =° de questionnaire : .....

Commune : .....

Temps d'enquête : ..... min

#### **I. Données sur l'éleveur**

- Age de l'éleveur : ..... ans
- Niveau scolaire : Aucun ..... Primaire ..... Moyen ..... Secondaire.... Universitaire....
- Formation agricole :                      Oui .....                      Non .....
- Pratiquez-vous l'élevage de bovin avant la finance ?    Oui .....                      Non .....
- Nature de l'activité :            Principale .....                      Secondaire .....

#### **II. Données sur l'exploitation**

- Age de l'exploitant : .....
- Quel est le nombre de travailleurs permanents à la ferme avant financement ? .....
- Quel est le nombre de travailleurs permanents à la ferme après financement ? .....
- Êtes-vous intéressé par la culture fourragère à la ferme avant financement ? Oui... Non...
- Êtes-vous intéressé par la culture fourragère à la ferme après financement ? Oui... Non...

- Superficie des exploitations :

	Avant Financement	Après Financement
superficie agricole total_(hectare)		
superficie agricole utilisé_(hectare)		
superficie des fourrages cultivés (hectare)		

- Mécanisation :

	Avant financement	Après financement
Équipement agricole		
Tracteur		
Mélangeur		

- Production animale :

- Les races bovines élevées avant financement :    Local .....                      Importées .....
- Quels sont ? .....
- Les races bovines élevées après financement :    Local .....                      Importées .....
- Quels sont ? .....

- L'effectif du troupeau laitier :

		N=° des Bovins Totale	Vache Gestante	Vache Litière	Génisses	Taureaux	Veaux
Effectif	Avant Financement						
	Après Financement						

• Alimentation et ressource d'eau :

- Donnez-vous la même ration à tout le troupeau avant financement ? Oui..... Non.....

Quels sont .....

- Donnez-vous la même ration à tout le troupeau après financement ? Oui..... Non.....

Quels sont ? .....

- Durée de pâturages heure / jour avant Financement ?.....

Durée de pâturages heure / jour après Financement ?.....

- Distribution de concentré avant Financement : Quantité / vache / jour.....

Distribution de concentré après Financement : Quantité / vache / jour .....

- Avez-vous fini d'ajouter des suppléments pendant les derniers mois de la gestation avant financement ? Oui..... Non.....

Avez-vous fini d'ajouter des suppléments pendant les derniers mois de la gestation après financement ? Oui..... Non.....

- Y a-t-il des problèmes liés aux ressources alimentaires avant financement ? Oui ... Non ...

Si oui, quels sont ?.....

- Y a-t-il des problèmes liés aux ressources alimentaires après financement ? Oui ... Non ...

Si oui, quels sont ?.....

- Ressources en eau avant financement : Eau potable ..... Forage .....

Ressources en eau après financement : Eau potable ..... Forage .....

• Bâtiments d'élevage :

		Types des Étables					
		Étables traditionnelles		Étables libres		Étables à stabulation entravée	
Avant Financement							
Après Financement							

• Reproduction :

- Quel est le mode de reproduction suivi avant Financement ? Monte naturelle..... IA.....

Quel est le mode de reproduction suivi après Financement ? Monte naturelle..... IA.....

Quel est l'âge moyen des génisses à la première saillie avant Financement ? .....

Quel est l'âge moyen des génisses à la première saillie après Financement ? .....

- 
- Quel était l'âge moyen des génisses au premier vêlage avant Financement ? .....  
Quel était l'âge moyen des génisses au premier vêlage après Financement ? .....
  - Sur quelle base le taureau est-il choisi avant Financement ?  
Âge ..... Poids ..... Race ..... État corporel .....  
Sur quelle base le taureau est-il choisi après Financement ?  
Âge ..... Poids ..... Race ..... État corporel .....
  - Avant financement, le taureau est-il choisi : De la ferme ..... D'une autre ferme .....  
Après financement, le taureau est-il choisi : De la ferme ..... D'une autre ferme .....
  - Les vaches laitières sont-elles isolées en fin de gestation avant Financement ? Oui...Non...  
Les vaches laitières sont-elles isolées en fin de gestation après Financement ? Oui...Non...
    - Hygiène et prophylaxie :
  - Les conditions de stockage des aliments sont-elles : Favorables ..... Défavorables .....
  - Quelle était la fréquence moyenne de renouvellement de la litière avant Financement ?  
1\_2 f/j ..... 3f/j ..... 1f/2j .....  
Quelle était la fréquence moyenne de renouvellement de la litière après Financement ?  
1\_2 f/j ..... 3f/j ..... 1f/2j .....
  - Présence de Salle de traite avant Financement ? Oui ..... Non .....  
Présence de Salle de traite après Financement ? Oui ..... Non .....
  - Nettoyage journalier de Salle de traite avant Financement ? Oui ..... Non .....  
Nettoyage journalier de Salle de traite après Financement ? Oui ..... Non .....
  - Le nettoyage des trayons avant et après la traite ? Oui ..... Non .....
  - Pratiquez-vous la vaccination du cheptel avant Financement ? Oui ..... Non .....  
Pratiquez-vous la vaccination du cheptel après Financement ? Oui ..... Non .....
  - Le vétérinaire est-il présent pour vérifier l'état de santé des bovins avant Financement ?  
Oui ..... Non .....  
Le vétérinaire est-il présent pour vérifier l'état de santé des bovins après Financement ?  
Oui ..... Non .....
  - Production laitière :
  - Quelle est la durée du Lactation avant Financement ?.....  
Quelle est la durée du Lactation après Financement ?.....
  - Quel est l'âge des veaux au sevrage avant financement : .....  
Quel est l'âge des veaux au sevrage après financement : .....



Annexe 2



**Photo 1 :** La race Montbéliarde et la race Holstein



**Photo 2 :** Bâtiment d'élevage



**Photo 3 :** La machines à traire



**Photo 4 :** La cuve